

Perceptions de l'antisémitisme dans l'Union européenne

Les voix de membres des
communautés juives d'Europe

Perceptions de l'antisémitisme dans l'Union européenne

Les voix de membres des
communautés juives d'Europe

Avant-propos

Suite à de nombreuses inquiétudes concernant ce qui semblait être une sérieuse augmentation des actes d'antisémitisme dans certaines régions d'Europe, en particulier en mars et avril 2002, l'EUMC a demandé à ses 15 points focaux nationaux du réseau d'information sur le racisme et la xénophobie (Raxen) de placer un accent particulier sur l'antisémitisme dans le cadre de leurs activités de collecte de données.

L'un des résultats de cette initiative est le rapport exhaustif sur les «Manifestations d'antisémitisme dans l'Union européenne en 2002 – 2003». Les informations du réseau Raxen ont permis à l'EUMC de présenter, pour la première fois dans l'UE, des données sur l'antisémitisme qui ont fait l'objet d'une collecte systématique, à l'aide de lignes directrices communes pour tous les États membres. Le rapport fournit une vue globale des incidents antisémites en 2002 et 2003, et une analyse approfondie des données ainsi que des propositions d'action pour lutter contre l'antisémitisme.

Dans le cadre de cette initiative, l'EUMC a également commandé le présent rapport. Il s'agit d'informations recueillies dans le cadre d'entretiens approfondis avec 35 personnalités appartenant à la communauté juive dans huit États membres différents, sur leurs propres perceptions de l'antisémitisme. Cette analyse ne prétend pas être objective ou académique. Elle vise plutôt à fournir un éclairage sur les points de vue de membres de la communauté juive en Europe, leur expérience, leurs préoccupations et leurs attentes. Dans ce sens, les informations qualitatives recueillies en entretien ajoutent une dimension personnelle aux documents statistiques et descriptifs du rapport principal. Ce rapport est complémentaire du rapport principal et doit être consulté conjointement à ce dernier.

Nous souhaiterions exprimer notre gratitude à tous ceux qui ont participé à ce rapport: tout d'abord aux 35 personnes interrogées, pour le temps qu'elles ont consacré à donner leur point de vue, aux quatre membres du groupe de travail du conseil d'administration de l'EUMC, qui ont mené les entretiens, et tout particulièrement à Victor Weitzel, membre du conseil d'administration, qui a compilé les entretiens.

Nous espérons que ce rapport permettra de sensibiliser le public au développement de l'antisémitisme en Europe. L'objectif est de susciter des débats publics plus vastes sur l'antisémitisme dans l'Union européenne et ses États membres. Il est important d'être à l'écoute des craintes des communautés juives mais aussi d'identifier le contexte social responsable de la haine des auteurs des actes antisémites. Des initiatives conjointes et claires ainsi que des mesures strictes doivent être prises pour lutter contre l'antisémitisme sous toutes ses formes. Le courage et l'engagement des leaders politiques de toute

l'Europe sont nécessaires pour traduire les mots en actions; de nouvelles coalitions entre politiques, intellectuels, journalistes, enseignants et bien d'autres sont indispensables pour enrayer la haine, la discrimination et l'exclusion. L'antisémitisme peut et doit être combattu conjointement pour garantir qu'il ne gagne plus jamais de terrain en Europe. Il doit être clair pour chacun d'entre nous que les Juifs et la communauté juive sont des membres très appréciés et respectés de nos sociétés européennes et nous devons veiller à ce qu'ils puissent le ressentir.

Robert Purkiss
(Président du conseil d'administration de l'EUMC)

Beate Winkler
(Directrice de l'EUMC)

Table des matières

AVANT-PROPOS	3
TABLE DES MATIÈRES	5
1. Perceptions relatives à des changements d'attitudes	12
2. Perceptions relatives à des changements dans le discours public	14
3. Les quatre dimensions de l'antisémitisme dans l'UE	18
4. Le conflit du Moyen-Orient: de l'antisionisme à l'antisémitisme	27
5. La Shoah	32
6. Les attaques physiques et symboliques	36
7. Relation avec l'État	39
8. Perceptions des personnes interrogées sur l'avenir des communautés juives	44
9. Souhaits et propositions des personnes interrogées	47
10. Conclusions sur les perceptions des personnes interrogées	52
ANNEXE I	54
LISTE ALPHABÉTIQUE DES PERSONNES INTERROGÉES	50

PERCEPTIONS DE L'ANTISÉMITISME DANS L'UNION EUROPÉENNE:

Les voix de membres des communautés juives d'Europe

Introduction

Ce rapport présente les préoccupations d'un échantillon de personnalités issues de la communauté juive en Europe, dans le contexte d'une apparente augmentation des incidents antisémites dans certaines régions de l'UE au cours de ces dernières années. Il regroupe des informations recueillies dans le cadre d'entretiens approfondis avec 35 personnalités de huit États membres sur les perceptions et expériences des personnes interrogées de la question de l'antisémitisme. Le rapport a été commandé parallèlement au rapport principal de l'EUMC sur l'antisémitisme dans l'Union européenne et doit être consulté conjointement à ce dernier.

Ce rapport ne cherche pas à juger si les opinions exprimées par les personnes interrogées sont «correctes» ou «incorrectes», il retranscrit simplement les perceptions reflétant les inquiétudes de beaucoup de Juifs aujourd'hui. L'EUMC n'approuve pas nécessairement toutes les opinions des personnes interrogées. Il s'agit en fait de points de vue très personnels et il est possible que beaucoup de membres de la communauté juive en Europe n'approuvent pas non plus l'ensemble des déclarations. Les entretiens n'ont pas la prétention d'être un échantillon «représentatif» de l'opinion des Juifs en Europe. Il serait d'ailleurs impossible d'y parvenir en raison de la diversité de la population juive européenne. Ces entretiens fournissent toutefois une photographie nette du malaise, des craintes, de la colère mais aussi de la vision d'avenir que partagent de nombreux Juifs dans l'Europe d'aujourd'hui.

Suite aux inquiétudes concernant une apparente augmentation des actes antisémites dans certains États membres en avril 2002, l'EUMC a demandé aux 15 points focaux nationaux de son réseau d'information sur le racisme et la xénophobie (Raxen) de cibler spécifiquement l'antisémitisme¹. Le réseau Raxen

¹ Le terme « antisémitisme » a été préféré dans ce rapport à celui d'« anti-sémitisme ». Cet emploi permet d'éviter de réifier (et donc d'affirmer) l'existence des races en général et de la « race sémite » en particulier. Voir section 2.1.3 « Définitions, concepts et théories » du rapport principal.

de l'EUMC est composé de 15 points focaux nationaux (PFN), un dans chacun des 15 (à l'époque) États membres, qui sont principalement des «consortiums» d'organisations de recherche, d'organismes spécialisés et d'ONG.

En décembre 2003, les PFN ont soumis à l'EUMC leur rapport sur l'antisémitisme dans les 15 États membres de l'Union européenne. Ces rapports présentent une vue d'ensemble des incidents antisémites, des réactions politiques, universitaires et médiatiques à ces incidents, des informations provenant des sondages d'opinion auprès du public et des enquêtes sur les comportements ainsi que des exemples de bonnes pratiques en matière de lutte contre l'antisémitisme, à partir des informations disponibles en 2002 – 2003. Par ailleurs, ce rapport principal comporte une évaluation de la qualité et de la disponibilité des données sur l'antisémitisme dans chacun des pays et identifie les domaines problématiques et les lacunes dans chaque pays. Enfin, il soumet un certain nombre de propositions globales de mesures contre l'antisémitisme, dont des mesures légales et éducatives et des recommandations d'amélioration de la consignation des incidents antisémites.

Toutes ces informations sont présentées en détail dans le rapport principal de l'EUMC², qui représente la première opération de collecte systématique de données sur l'antisémitisme dans l'Union européenne, à l'aide de lignes directrices communes pour tous les États membres.

Pendant que le rapport principal était élaboré, le conseil d'administration de l'EUMC a commandé le présent rapport «Perceptions de l'antisémitisme en Europe: les voix des membres des communautés juives d'Europe». Ce rapport a été élaboré en parallèle et en complément du rapport principal. Il vise à présenter les opinions de membres de la communauté juive, communiquer leurs perceptions, sentiments, craintes, inquiétudes et volontés d'action. Il permet d'attirer l'attention du public sur des exemples d'expériences, de préoccupations et d'attentes de beaucoup de Juifs dans un climat de montée de l'antisémitisme dans certaines régions d'Europe. Ainsi, les informations qualitatives ajoutent une dimension personnelle subjective aux documents statistiques et descriptifs du rapport principal.

Méthodologie

Un groupe de travail composé de quatre membres du conseil d'administration et de l'EUMC a interrogé 35 personnalités issues des communautés juives européennes, désignées par les membres du conseil d'administration de l'EUMC³ dans huit pays de l'UE (Autriche, Belgique, France, Allemagne,

² Voir « Manifestations d'antisémitisme dans l'UE 2002 – 2003 » publié par l'EUMC en mars 2004.

³ Il s'agissait de Victor Weitzel (président), Magdalena Sroda, Martine Valdes-Boulouque et Beate Winkler.

Grèce, Italie, Espagne et Royaume-Uni) et 12 villes (Vienne, Bruxelles, Anvers, Paris, Berlin, Athènes, Thessalonique, Rome, Milan, Barcelone, Madrid et Londres). Un membre du groupe de travail a ensuite rassemblé les résultats des entretiens.

Ces huit pays peuvent être regroupés en fonction de différences susceptibles d'influencer la nature de l'antisémitisme dont ils sont victimes. L'Allemagne et l'Autriche sont davantage que les autres pays encore influencés par des questions liées à la Seconde Guerre mondiale et à la Shoah. Pour la France, l'Italie et la Belgique, bien que ces pays aient également fait l'expérience de la Shoah, le principal problème d'antisémitisme semble aujourd'hui davantage lié à des relations sociales conflictuelles dans des sociétés de plus en plus complexes d'un point de vue démographique. Ce constat vaut également pour le Royaume-Uni, qui toutefois, contrairement aux trois pays précédents, n'a pas connu la Shoah sur son territoire. L'Espagne et la Grèce abritent des communautés juives relativement restreintes qui sont actuellement en reconstruction. Dans ce rapport, les entretiens sont présentés en fonction de l'ordre de ces groupes de pays.

Les 35 entretiens ont été divisés entre les pays de la manière suivante:

Allemagne	8
Belgique	6
France	6
Italie	4
Royaume-Uni	4
Autriche	3
Grèce	2
Espagne	2

Les entretiens ont été menés entre la fin du mois d'octobre 2003 et le milieu du mois de décembre 2003. Il a été convenu avec les personnes interrogées qu'elles ne seraient pas citées nommément. La plupart des entretiens ont été conduits avec la présence de plusieurs membres de l'équipe des quatre enquêteurs. Les questions posées concernaient en général leur perception des caractéristiques et des formes concrètes d'antisémitisme dans leurs pays respectifs, les changements observés dans les manifestations d'antisémitisme, tous les changements de situation des communautés juives depuis 2001, le rapport entre l'antisémitisme et l'antisionisme, la situation en matière de sécurité concernant les institutions communautaires, l'évolution du discours public, le sentiment général des Juifs au sein de leur société, l'état de la relation envers les autres confessions, envers l'État, la politique et les médias, leur regard sur la façon dont la Shoah a été traitée dans leur société et la vision qu'ils ont de l'avenir de leur communauté. Les personnes interrogées ont aussi eu l'occasion de donner des précisions sur des questions qui les préoccupaient dans le cadre général des entretiens.

Considérées en complément du rapport principal de l'EUMC, nous espérons que les perceptions décrites dans le présent rapport contribueront à sensibiliser le public sur la recrudescence de l'antisémitisme en Europe au cours de ces dernières années. L'objectif est de susciter un vaste débat public afin de faire pression pour que des mesures claires et intransigeantes soient prises contre l'antisémitisme sous toutes ses formes.

LES ENTRETIENS

Les entretiens sont regroupés ci-après sous un certain nombre de grands thèmes qui sont naturellement ressortis des transcriptions des entretiens comme des préoccupations importantes. Dans le texte, les personnes interrogées ne sont pas citées par leur nom, ni par l'institution qu'elles représentent mais uniquement par leur pays. (Les noms des personnes interrogées figurent à l'annexe 1). Les pays ne sont pas tous mentionnés pour chaque thème car dans certains cas, les personnes interrogées d'un pays n'ont pas abordé un problème donné.

1. PERCEPTIONS RELATIVES À DES CHANGEMENTS D'ATTITUDES

En Allemagne, toutes les personnes interrogées ont affirmé que le discours public concernant l'antisémitisme avait changé et que le sens et la dimension totale de ce phénomène n'avaient jamais été saisis ni abordés de façon adéquate. Pour elles, l'antisémitisme est encore ancré dans la société civile allemande et il est devenu plus violent.

En Autriche, les personnes interrogées ont fait une évaluation semblable affirmant qu'avec le temps, le climat politique général a changé. Autrefois, ont-elles déclaré, il y avait une sorte de consensus social qui condamnait l'antisémitisme. Aujourd'hui, cependant, une personne interrogée a l'impression qu'une expression ou une déclaration contre l'antisémitisme pourrait être perçue comme une déclaration politique partisane contre le gouvernement. Selon une autre personne interrogée, le nombre d'articles sur le judaïsme est en augmentation en Autriche, et les limites de ce qui est dit dans ces articles sont en train de changer. La personne interrogée a cité comme exemple le fait que si un auteur juif connaît un succès considérable, un jour ou l'autre ce succès sera qualifié de «Shoah business»⁴. Elle a ajouté que le fait de traiter avec la Shoah revêtait de nos jours un caractère scandaleux. Une autre personne interrogée a rappelé que l'Autriche avait – à ses yeux – une longue tradition antisémite ininterrompue qui allait de Karl Lueger, le maire de Vienne au début du XX^e siècle, à Adolf Eichman, l'un des principaux auteurs de la Shoah, et allant du mythe de l'état autrichien (qui fut la première victime des Nazis) à Kurt Waldheim, l'ancien Secrétaire général des Nations unies et ancien président autrichien, et maintenant Jörg Haider, l'ancien dirigeant du parti populiste FPÖ. Pour les personnes interrogées, un point caractéristique à relever est le fait que

⁴ "Shoa business" en référence à l'expression anglaise "show business"

la Shoah ait reçu une attention spéciale dans le discours public en rapport avec l'affaire Waldheim en 1991.

En France, les personnes interrogées ont qualifié ce qui se passait dans leur pays – les attaques contre des synagogues, l'incendie d'une école, le passage à tabac d'étudiants et d'activistes juifs ou l'agression contre un rabbin, les insultes quotidiennes et le harcèlement dans les banlieues, le fait de prendre pour cible des personnes de tout âge, et notamment de plus en plus souvent des enfants – comme étant à leurs yeux une vague sans précédent de violence antisémite depuis la Seconde Guerre mondiale. Les personnes françaises interrogées ont repéré deux nouveaux types d'antisémitisme: un type a été adopté par les Maghrébins dont l'antisionisme et l'anti-israélisme se sont progressivement décalés vers l'antisémitisme. L'autre type d'antisémitisme - qui n'a pas été abordé depuis longtemps - a été adopté par des parties de l'extrême-gauche dont les activités se sont développées parallèlement et en partenariat avec celles des Maghrébins. Les personnes interrogées ont signalé que l'antisémitisme traditionnel existe toujours, mais de façon sous-jacente. Elles ont décrit la situation en France comme paradoxale. D'un côté, les attitudes des chrétiens ont profondément changé depuis Vatican II et l'abandon des accusations de déicide. De l'autre, aux yeux des interlocuteurs, il n'a plus été possible pour les enfants et les étudiants des écoles juives de sortir dans la rue en portant la kippa. Ils ont confirmé que cela a engendré un sentiment d'isolement au sein de la communauté juive, qui a souvent éprouvé des difficultés à reconnaître ses sympathisants.

En Belgique, également, les personnes interrogées ont souligné que l'antisémitisme était devenu de plus en plus socialement acceptable. Elles ont signalé qu'il était maintenant problématique de porter la kippa en public. Des gens qui souhaitaient porter des vêtements juifs traditionnels se sont sentis mal à l'aise. Ces personnes estimaient que toute manifestation ouverte de leur identité juive est en passe de ne plus être acceptée et qu'un certain type d'antisémitisme social est même devenu présentable en public («*salonfähig*»). Elles avaient le sentiment que les tabous de l'après-guerre avaient été progressivement oubliés, tandis que, dans le même temps, elles ont observé une hostilité croissante à l'encontre des Juifs, qui provenait essentiellement de l'extrême-gauche et de jeunes Arabes musulmans. Les personnes interrogées ont aussi fait part d'une certaine crainte d'être abandonnées par les hommes politiques dans leur éventuelle quête de nouveaux électeurs au sein de la société belge, par exemple dans les rangs nombreux des musulmans.

En Italie, les personnes interrogées ont déclaré que depuis 2001, il n'y avait pas eu d'incidents violents. Toutefois, elles ont affirmé que la communauté juive avait été effrayée et déstabilisée par le discours public sur Israël et les Juifs. Les personnes interrogées ont donné des précisions en disant que pendant le siège de l'église de la nativité à Bethléem au cours de l'hiver 2001, certains médias avaient fait paraître des articles et des caricatures très frappantes qui ont fait allusion au déicide de la part des Israéliens et des Juifs. Cela avait été précédé

par le renforcement de la sécurité autour des institutions juives depuis le 11 septembre. Depuis ces événements, selon les personnes interrogées, les Juifs font beaucoup plus attention à ce qu'ils disent en public.

Selon les personnes interrogées du Royaume-Uni, le climat actuel dans leur pays représente un grand défi pour les communautés juives. Elles mentionnent la couverture très négative que certains médias ont consacrée à Israël. Elles ont critiqué une partie de la presse de n'avoir pas reconnu que de telles attaques sur Israël avaient des retombées sur les Juifs et pouvaient conduire à des menaces à leur encontre. Par ailleurs, des personnes interrogées avaient l'impression que, dans certains médias, il y avait un manque de prise de conscience du danger que représente le terrorisme de la part des extrémistes islamistes. Elles ont senti que le climat politique au Royaume-Uni, qui avait été marqué auparavant par une très grande tolérance, était en train de changer.

En Grèce, une personne interrogée avait l'impression que l'Europe, qui avait été judéophile après la Seconde Guerre mondiale, avait cessé de l'être.

2. PERCEPTIONS RELATIVES A DES CHANGEMENTS DANS LE DISCOURS PUBLIC

Pour les personnes allemandes interrogées, il y a un rapport étroit entre la recrudescence de l'antisémitisme et la période de la Conférence mondiale contre le racisme à Durban, qui a été immédiatement suivie par les attentats du 11 septembre. Selon une personne allemande interrogée, le ton dans les rues est devenu plus mordant, et la crise au Moyen-Orient, notamment après les combats à Jénine en avril 2002, a aggravé la situation. Certains médias semblent avoir une façon de couvrir les événements qui a contribué à une montée de l'antisémitisme. De même, on a eu l'impression que des manifestations pour la liberté de la Palestine impliquaient parfois de fortes notions d'antisémitisme. Une personne interrogée a jugé que l'enjeu n'était plus à propos d'Israël, mais à propos des Juifs en tant que symboles d'un «diable mystique», et qu'Israël n'était considéré que comme le lieu où vivait ce «diable mystique». Le débat entre feu Jürgen Möllemann, l'ancien dirigeant du parti libéral FDP, qui a lancé une campagne de tracts anti-israéliens très durs, et Michel Friedman, avocat et à l'époque animateur d'un débat télévisé et vice-président du *Zentralrat der Juden in Deutschland*, la préparation de la guerre d'Irak, certaines parties des manifestations pour la paix en mars 2003, l'assimilation de Bush à Hitler ou de Sharon à Hitler, des slogans tels que «Liberté pour la Palestine, à bas Israël», ont été vus comme autant d'incidents qui ont eu un impact négatif. Selon les personnes interrogées, ces événements ont semé le malaise et l'incertitude au sein de la plupart des communautés juives.

Les personnes allemandes interrogées ont expliqué que l'antisémitisme était particulièrement notoire dans les interactions informelles par exemple, sur le lieu de travail. Une personne interrogée a parlé de certaines remarques de la part de ses collègues qu'ils n'auraient jamais osé faire auparavant. Une personne interrogée a dit qu'il était à nouveau possible de perdre des amis si l'on parlait d'un traitement inégal d'Israël et des Palestiniens dans les médias et en public. Les personnes interrogées étaient également soucieuses du fait que des remarques antisémites explicites ou ambiguës étaient plus souvent exprimées en public. Des personnes interrogées ont affirmé que de telles remarques n'étaient plus limitées à l'extrême-droite politique, mais que l'antisémitisme pouvait désormais se situer au centre de la société. Elles ont ajouté que l'anti-américanisme, l'hostilité contre l'UE, le souhait de mettre un terme au débat historique sur le national-socialisme étaient, à certains égards, présents dans le discours public.

Les personnes autrichiennes interrogées ont expliqué qu'il n'était pas rare de trouver, dans la presse locale, des poèmes et des caricatures antisémites. Elles ont insisté sur le rôle du «Kronenzeitung» (qui est le journal le plus diffusé dans l'UE par habitant).

Les personnes interrogées françaises ont également noté une recrudescence de l'antisémitisme suite aux événements de la conférence de Durban et au Moyen-Orient, mais aussi aux attentats du 11 septembre. En France, les personnes interrogées se sont montrées très critiques sur le temps que les pouvoirs publics ont mis à se rendre compte de la réapparition de l'antisémitisme. Elles ont cité le cas de l'ancien ministre de l'intérieur qui avait affirmé pendant la première vague d'attaques contre des biens juifs que ceux qui brûlaient des synagogues étaient les mêmes que ceux qui brûlaient des voitures. Selon les personnes interrogées, cela a été perçu par la communauté juive comme une tentative de minimiser la portée des actes antisémites. Toutefois, elles ont reconnu que depuis lors, le gouvernement en place depuis avril 2002 avait pris des initiatives et des mesures propres à assurer l'application de la laïcité et à combattre l'antisémitisme.

En Italie, les personnes interrogées ont expliqué que l'antisémitisme était encore un tabou dans le discours public. Toutefois, malgré l'attitude du gouvernement et de la gauche démocratique, qui ont déployé beaucoup d'efforts pour s'attaquer à la tendance se répandant de recourir à des clichés antisémites, les personnes interrogées estiment que le terrain est en train de changer. Pour elles, le discours public est devenu généralement très agressif. Les personnes interrogées ont par ailleurs estimé que l'agressivité verbale dirigée contre les Juifs relevait d'un contexte plus vaste. Elles ont soutenu que les attaques de la Ligue du nord dirigées contre des immigrants avaient fait baisser le niveau de ce qui était toléré en public, et que les Juifs pouvaient facilement être inclus dans ce genre de discours. Les personnes interrogées ont exprimé leur crainte, devant certains stéréotypes antijuifs qui avaient encore cours dans la société civile et qui étaient

même entretenus par des intellectuels de renom, de voir surgir à terme et assez facilement un antisémitisme déclaré.

Une bande dessinée dans un petit livre intitulé «*Speciale Palestina libera*» publié par «*Ganesh in movimento*» a été mentionnée comme un exemple du changement de paradigmes dans le discours public. Elle montre un pacifiste ressemblant à Jésus qui parle de la paix à un homme vêtu comme un Juif orthodoxe. L'homme dénonce le pacifiste à des soldats israéliens dessinés avec un visage de porc. Tandis que le pacifiste est en train de prononcer des mots semblables à ceux de Jésus le jour de sa crucifixion, les soldats préparent la croix sur laquelle il est cloué sous les yeux des Juifs orthodoxes qui l'ont dénoncé. De manière tout à fait évidente, cette bande dessinée a utilisé certains des vieux clichés chrétiens anti-juifs. Les personnes interrogées ont rappelé une caricature largement diffusée et publiée par le quotidien «*La Stampa*» pendant le siège de l'église de la nativité en décembre 2001, qui insinuait que les Israéliens étaient sur le point de commettre un autre massacre des innocents, ce qui en faisait implicitement des héritiers d'Hérode.

Les personnes belges interrogées ont aussi fortement critiqué la presse locale. Bien qu'elles ne considèrent pas qu'elle soit antisémite en soi, elles ont qualifié sa couverture comme marquée par un antisionisme excessif qui, à leur avis, peut développer des attitudes antisémites. Elles ont cité des articles perçus comme insidieux qui évoquaient «des hommes d'affaires juifs» ou la «mafia kasher». Elles ont présenté certaines caricatures publiées dans le journal flamand «*De Morgen*», qu'elles ont décrites comme ouvertement antisémites. L'une publiée le jour de l'entretien (24 novembre 2003), avec pour titre «représailles palestiniennes contre le mur juif», montre un groupe de Palestiniens urinant contre un mur qui ressemble au mur construit autour des territoires palestiniens par le gouvernement de Sharon. Ce qui a irrité les personnes interrogées n'était pas tant la critique de cette politique que la confusion entre Juifs et Israéliens, et le fait qu'il existe un mur juif très connu qui est considéré comme un lieu sacré, et qui était utilisé avant 1967 comme urinoir public par les Jordaniens.

Selon les personnes espagnoles interrogées, la communauté juive de Madrid a publié un dossier sur «certains articles qui reflètent le niveau d'antisémitisme dans la presse espagnole». Cet abrégé montre des articles et des caricatures publiés par des journaux importants qui jouissent d'une réputation à l'échelle internationale. Les personnes interrogées ont mis en évidence le fait que l'idée principale du recueil d'articles et de caricatures était d'établir une équation entre Sharon et Hitler, Israël et l'Allemagne nazie, voire entre le Judaïsme et l'idéologie nazie. Un exemple frappant était une caricature publiée en avril 2002 dans le journal «*El Mundo*». Dans la première vignette, on voit Sharon qui essaie de poignarder Arafat. Dans la deuxième vignette, l'Oncle Sam et l'UE se présentent et rappellent Auschwitz à Sharon. La troisième vignette montre Arafat dans la chambre à gaz. Un autre exemple est une série de caricatures publiée en mars 2002 par le journal «*El periódico*» qui établit un parallèle entre des soldats nazis menaçant des mères et des enfants juifs dans le Ghetto de

Varsovie et des soldats israéliens menaçant des mères et des enfants palestiniens à Ramallah, ou entre Hitler aux négociations à Munich et Sharon en pourparlers avec des hauts responsables européens. Les personnes interrogées ont expliqué que des exemples semblables à ceux-ci abondaient dans cet abrégé et illustraient la vitesse à laquelle des clichés antisémites peuvent faire leur apparition dans un pays tel que l'Espagne, où les préjugés antisémites sont encore profondément enfouis dans l'inconscient collectif, le langage, l'iconographie et les coutumes.

3. LES QUATRE DIMENSIONS DE L'ANTISÉMITISME DANS L'UE

Dans leurs réponses, les personnes interrogées ont identifié différentes dimensions de l'antisémitisme. Globalement, celles-ci peuvent être classées en quatre dimensions de base: la tradition chrétienne anti-juive, l'antisémitisme d'extrême-droite, l'anti-sionisme d'extrême-gauche qui dérive de plus en plus vers l'antisémitisme, et enfin la tradition antijuive et anti-israélienne chez les musulmans qui vivent au sein de l'UE. La perception de la prépondérance d'une tradition ou d'une autre varie d'un pays à l'autre selon la situation historique spécifique. Les façons dont ces tendances s'articulent varient aussi. Certaines semblent utiliser la violence physique, d'autres la violence symbolique, d'autres encore engagent des moyens plus subtils pour exprimer leur hostilité envers la population juive.

(i) La tradition chrétienne antijuive

Lorsqu'elles évoquent leur impression selon laquelle la plupart des individus pratiquent l'antisémitisme sans même en être conscients, les personnes allemandes interrogées affirment que l'antisémitisme est aussi profondément enraciné dans la façon dont les croyances chrétiennes ont été et sont encore enseignées. Les représentants de la communauté juive allemande ont conclu que l'antisémitisme continuait ainsi à vivre dans le subconscient collectif et qu'il pouvait refaire surface.

En Espagne aussi, les personnes interrogées ont affirmé que les préjugés antisémites étaient encore profondément enfouis dans l'inconscient collectif du pays, dans son langage, son iconographie et ses coutumes. Toutefois, ont-elles ajouté, les relations avec les catholiques se sont grandement améliorées depuis Vatican II. Il n'y a eu que quelques discussions théologiques entre les deux religions, mais les catholiques considèrent les Juifs d'aujourd'hui comme porteurs de «savoirs ancestraux». Les personnes interrogées ont fait remarquer que les Juifs partageaient des valeurs communes reposant sur la Bible et sur le concept de la primauté de vie avec les catholiques et les chrétiens en général, notamment avec les Protestants autrefois persécutés.

Une personne autrichienne interrogée a fait connaître son impression selon laquelle les relations entre le gouvernement conservateur et la communauté juive étaient froides. La personne interrogée a relié cela à un vieux fondement antisémite catholique qui, de nos jours, se trouve dans l'obligation de tolérer les Juifs parce qu'il n'existe pas d'autre issue. Ce fondement antisémite catholique n'est pas allé toutefois jusqu'à favoriser la présence des Juifs, a-t-elle déclaré.

En France, les personnes interrogées ont été unanimes pour dire que les attitudes chrétiennes avaient profondément changé depuis Vatican II et l'abandon de l'accusation de déicide. L'antisémitisme chrétien s'est fait rare en France. Elles considéraient que l'église catholique avait maintenant adopté une attitude neutre qui facilitait une interaction entre les religions, à la fois au niveau spirituel et pédagogique. Cependant, elles ont affirmé qu'il était encore possible de trouver des stéréotypes antisémites présents dans des écoles catholiques privées (que fréquentaient également des élèves juifs) exprimés, par exemple, par des images du «Juif ennuyeux» ou du «Juif riche». Les personnes interrogées ont ajouté que de nombreux conflits entre jeunes se terminaient par des remarques antisémites.

En Belgique, tous les leaders et personnalités interviewés se sont plaints de la confusion souvent faite par des milieux et organisations chrétiens entre «Juifs» et «Israéliens». Les Juifs étaient souvent tenus responsables de la situation des Palestiniens, situation qu'ils déploraient eux-mêmes. Selon les personnes interrogées, une telle affirmation a affecté négativement les relations interconfessionnelles, et notamment un certain nombre de projets communs entre le consistoire juif et l'église catholique. De plus, des prises de position par des personnalités catholiques que les personnes interrogées ont décrites comme «des positions pro-palestiniennes extrêmes» auraient débouché sur un sentiment croissant de méfiance à l'encontre des catholiques dans la communauté juive.

Les personnes italiennes interrogées ont signalé qu'alors que les Juifs se considéraient comme pas très visibles – ils ne portent pas de kippa ou le Magen David (l'étoile de David) en dehors de leur milieu communautaire ou privé – de nombreux chrétiens italiens montrent qu'ils sont chrétiens par les symboles qu'ils portent. Les personnes interrogées ont supposé que les chrétiens faisaient cela moins pour des raisons religieuses que pour affirmer leur identité, essentiellement leur «*italianità*» catholique. Les personnes interrogées considéraient les relations avec les autorités catholiques comme très bonnes. Indépendamment du conflit au Moyen-Orient, de nombreux travaux théologiques ont été réalisés depuis Vatican II, le *concile* au début des années 60 lorsque l'église catholique a abandonné l'accusation de déicide contre les Juifs.

En Grèce, les personnes interrogées étaient très positives au sujet des relations avec l'Église grecque orthodoxe, lesquelles, ont-elles affirmé, se développaient à un niveau élevé. L'archevêque d'Athènes a rendu visite à la communauté juive de la ville pour honorer les victimes de la Shoah. Le patriarche de l'Église orthodoxe, Bartholomew, a rendu visite à la communauté juive à Thessalonique et a participé à la 5^{ème} rencontre entre l'Église orthodoxe et le Centre juif international (WJC). Toutefois, les personnes interrogées ont affirmé qu'il n'y avait pas de débat théologique entre les Juifs et l'église orthodoxe grecque, dont le dogme fait partie de l'enseignement obligatoire dans les écoles, et notamment l'accusation de déicide (contrairement à l'église catholique après Vatican II). Les personnes interrogées ont remarqué que le problème pratique majeur auquel

était confrontée la communauté juive, à savoir la mention de l'affiliation religieuse sur les cartes d'identité, était désormais résolu.

(ii) L'antisémitisme d'extrême-droite

En Autriche, le mouvement politique d'extrême-droite constitue, selon les personnes interrogées, un problème épineux, notamment depuis que le parti de la liberté autrichien (FPÖ) de Jörg Haider est membre de la coalition du gouvernement fédéral (à savoir février 2000). Elles ont expliqué que pendant la campagne électorale de mars – avril 2001, au cours d'un meeting du FPÖ, des propos ont été tenus contre le président de la communauté juive que les personnes interrogées ont considéré antisémites. Selon les personnes interrogées, les attaques contre les «spin-doctors», implicitement considérés comme des juifs, ou les Juifs américains de la côte est, implicitement considérés comme dictant la politique américaine, ont été des sujets qui sont revenus également dans la presse locale. Ces thèmes ont aussi été jugés manifestement antisémites. Les personnes interrogées ont ajouté que, sous la pression des pays de l'UE, du parti social démocrate (SPÖ), et du parti des verts, le parti populaire autrichien, l'ÖVP conservateur avait pris ses distances dans cette campagne. Le FPÖ a subi une grande défaite dans ces élections de 2001. Mais généralement, les personnes interrogées ont estimé que la levée des sanctions de l'UE contre la coalition ÖVP-FPÖ n'avait pas amélioré la situation pour la communauté juive.

Les personnes françaises interrogées ont déclaré que l'antisémitisme dans l'extrême-droite française était représenté par Jean-Marie Le Pen, le dirigeant du Front national, dont les vues, selon des sondages d'opinion, recueillaient la faveur d'un cinquième de la population. Selon les personnes interrogées, sa stratégie implique aussi d'inciter des sentiments antisémites parmi les membres de la communauté musulmane. Toujours selon elles, les musulmans arabes ont été influencés par une étrange alliance composée des fondamentalistes islamiques et des extrêmes (de droite comme de gauche).

En Belgique, des préoccupations ont été soulevées quant à certains partis d'extrême droite, dont le financement a été discuté lors d'une réunion avec le ministre de la justice, également responsable des cultes.

Les personnes italiennes interrogées ont signalé que l'extrême-droite a connu un remarquable renouveau qui a soulevé beaucoup de questions parmi les membres de la communauté juive. L'*Alleanza nazionale* (AN) puise ses origines dans le fascisme, la *Repubblica sociale italiana* et le MSI néo-fasciste. Mais les personnes interrogées ont précisé que cette organisation condamnait aujourd'hui l'antisémitisme et les lois raciales de Mussolini, et qu'elle s'est exprimée en faveur du droit de vote local pour les immigrés. Les personnes interrogées ont fait remarquer que cette transformation politique a déclenché de nombreuses discussions animées. Elles concernaient des recherches effectuées sur l'AN qui

ont montré que les militants de base n'ont pas encore accepté les positions prises par Fini et d'autres dirigeants de l'AN. Selon les représentants de la communauté juive, les jeunes membres évoquent encore le fascisme comme une référence positive et restent hostiles envers l'immigration. Quoi qu'il en soit, les personnes interrogées s'accordent à dire que les dirigeants de l'AN ont conçu leur action dans le cadre des règles du système républicain, même si elles préféreraient un système plus présidentiel. Elles estiment que la base du parti est très éloignée d'une culture politique libérale. Elles ont en outre déclaré que si la plupart des Juifs pensaient que Fini se servait des Juifs et d'Israël pour se faire accepter par Washington et les partenaires politiques de l'Italie dans l'UE, force était de constater qu'il a été le premier à plaider en faveur du droit de vote administratif pour les immigrés - même s'il eût pu atteindre les buts susmentionnés sans cette mesure.

Au Royaume-Uni, les personnes interrogées ont affirmé que les néo-Nazis du *British National Party* (BNP) [Parti national britannique] ne représentaient pas directement un danger pour les Juifs, car ils sont apparus essentiellement là où des tensions existaient entre des Asiatiques et des Blancs, bien qu'ils ne ciblent pas spécifiquement les Juifs.

En Espagne, les personnes interrogées ont dépeint une extrême-droite qui avait adopté des théories antisémites depuis le début du XX^e siècle. Certains éditeurs et libraires antisémites survivraient encore aujourd'hui. Un propriétaire de librairie à Barcelone, par exemple, a été condamné en 1995 pour avoir vendu des livres antisémites, et les livres ont été confisqués. Comme le signalent les personnes interrogées, il a toutefois fait appel du jugement, alléguant une violation de la liberté d'expression, et l'affaire est en cours d'examen devant un tribunal.

En Grèce, les personnes interrogées ont déclaré que l'influence de l'extrême-droite, qui prenait traditionnellement des positions antisémites en Grèce, était très faible. Elles ont mentionné d'une part un magazine d'information hebdomadaire d'extrême-droite, *Stohos*, qui a systématiquement répandu de la propagande antijuive, d'autre part des éditeurs antisémites dont les publications n'ont pas été censurées, car la liberté d'expression est garantie par la constitution.

(iii) L'antisémitisme de gauche

Selon une des personnes interrogées en Allemagne, les manifestations pacifistes et pro-palestiniennes qui se déroulent dans ce pays semblent souvent empreintes de fortes connotations antisémites.

En Autriche, une personne a exprimé son impression que certaines parties de la gauche ont tendance à penser que la politique américaine est dictée par le lobby juif. Elle a utilisé des termes tels que «sionistes néoconservateurs» au lieu de

«néoconservateurs» tout court. Elle estime que l'antiaméricanisme est dirigé contre le lobby juif et les protestants conservateurs. Même le parti social-démocrate (SPÖ) serait divisé sur cette question. L'interlocuteur autrichien est d'avis que l'antisionisme de gauche devient petit à petit le révélateur d'autre chose, comme dans le reste de l'UE.

En France, les personnes interrogées pensent que l'opinion publique et les médias ne parlent pas suffisamment de l'antisémitisme de gauche. Elles considèrent que la gauche refuse en général de dénoncer les actes antisémites, en citant l'exemple d'une manifestation de l'automne 2002 en faveur de la paix au Moyen-Orient, à l'occasion de laquelle on a entendu le slogan «Mort aux Juifs!». Selon elles, les organisateurs, le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) a tenté de minimiser l'importance de cet incident. Les personnes interrogées estiment également que l'agression du rabbin Serfaty, en octobre 2003 dans une banlieue sud de Paris n'était pas un hasard. En effet, le maire avait exprimé sa solidarité avec les Palestiniens pour ce qu'ils décrivaient comme «des motifs purement opportunistes», afin de compenser l'incapacité de la police à contrôler certains quartiers. D'après les interlocuteurs, les Juifs font les frais de cette politique. Ils ajoutent que, contrairement aux banlieues contrôlées par les communistes, ce genre de choses est peu susceptible de se produire dans des banlieues administrées par le parti socialiste ou par la droite.

En Belgique, des préoccupations ont été soulevées quant à certains partis d'extrême gauche à l'égard de la communauté juive et le parti écologiste flamand Agalev a fait aussi l'objet de critiques, en raison de la confusion systématique entre «Juifs» et «Israéliens» dans leur soutien à la cause palestinienne.

En Italie, les personnes interrogées ont affirmé que le parti démocratique de gauche (PDS) est conscient des incidents qui se sont produits lors des manifestations pro-palestiniennes qu'il a soutenues en avril 2002. Au cours de ces manifestations liées à la question de Jénine, des Arabes présents en tête de cortège brandissaient des banderoles appelant à la vengeance contre les Juifs et derrière des personnes déguisées en kamikazes. La gauche, qui avait organisé la manifestation, n'a pas condamné cette action. Un an auparavant, lors des manifestations pour la paix, les calicots en faveur des Palestiniens avaient été moins nombreux et il n'y avait pas eu d'antisémitisme injurieux. MM. Walter Veltroni, maire de Rome, Massimo D'Alema, ancien premier ministre, et Pietro Fassino, ancien ministre des affaires étrangères, leaders de gauche, font référence positivement au mouvement israélien pour la paix et aux partis modérés.

Les personnes interrogées au Royaume-Uni estiment que l'antisémitisme dans les milieux intellectuels est difficile à cerner. À leurs yeux, il émane essentiellement des pans de la gauche politique qui campent sur une attitude antiaméricaine, anti-impérialiste et antisioniste. Par exemple, les personnes

interrogées considèrent que l'idéologie hostile à la mondialisation est liée à la conception juive de la gouvernance mondiale, née elle-même de la «conspiration juive». Les personnes interrogées font observer que si l'on ajoute à cette constellation l'influence de l'islamisme fondamentaliste sur les communautés musulmanes britanniques, le prisme des médias et le militantisme étudiant autour du conflit du Moyen-Orient, on obtient à leurs yeux un terreau qui pourrait se révéler très propice à la poussée de l'antisémitisme.

En automne 2003, la Grèce a été ébranlée par des déclarations du compositeur Mikis Theodorakis à propos d'Israël et des Juifs, qui ont déclenché des réactions de soutien et de rejet dans les médias. Le conseil central des communautés israélites de Grèce (KIS) a publié un communiqué virulent, auquel le compositeur, par ailleurs auteur d'une célèbre symphonie dédiée aux souffrances des Juifs grecs à Mauthausen, a répondu en affirmant qu'il n'avait pas eu l'intention d'attaquer les Juifs, mais bien M. Sharon et les «Juifs américains».

D'après les personnes interrogées en Espagne, les relations entre la communauté juive et les partis politiques sont difficiles. Les hommes politiques de gauche affichent ouvertement leur mécontentement face à la vision juive du conflit du Moyen-Orient. Pendant la campagne des élections régionales à Barcelone, seul le PPE, le parti au pouvoir, avait envoyé son chef de file pour participer à un échange de vues avec la communauté juive. Les personnes interrogées ajoutent qu'il n'y a aucune communication entre celle-ci et la gauche parlementaire.

(iv) L'antisémitisme musulman

De tous les entretiens, se dégage la conviction que l'intégrisme islamique engendre des sentiments antisémites parmi les musulmans d'Europe. En Allemagne, les personnes interrogées affirment que l'intégrisme gagne du terrain dans ce pays.

En Autriche, les personnes interrogées décrivent une situation différente. La constitution autrichienne reconnaît la religion islamique. La communauté musulmane est composée de 365 000 personnes, dont 360 000 sont originaires de la Turquie ou de la Bosnie. Or, la Turquie est une alliée d'Israël, tandis que la Bosnie n'a pas pris position dans le conflit du Moyen-Orient. Les personnes interrogées sont d'avis que bien que quelques-uns des 5 000 musulmans arabes vivant en Autriche essaient d'y créer des conflits, il n'existe pas de réel problème entre les Juifs et les musulmans. Elles signalent néanmoins l'existence de liens entre l'extrême droite, des mouvements islamistes, l'extrême gauche et des groupuscules palestiniens. Dans certains rassemblements d'extrême droite, les Autrichiens sont qualifiés d'autochtones et les Juifs d'allochtones.

Les Français interrogés estiment que leur pays, qui est celui de l'Union européenne où les agressions antisémites sont les plus violentes (ils citent le nombre d'incidents qui y est le plus élevé, le harcèlement dans les écoles, les agressions de rabbins, les incendies volontaires de synagogues et d'établissements scolaires), est aussi celui où les discussions sur l'antisémitisme venant des milieux intégristes musulmans arabes sont les plus vives.

L'antisémitisme exprimé par certains ressortissants maghrébins est le plus marqué dans l'enseignement. Les enseignants n'osent plus aborder certains sujets, comme la Seconde Guerre mondiale et la Shoah, dans des classes où règne un «climat totalitaire», en particulier dans les banlieues de certaines grandes villes, comme Paris et Lyon. Ces sujets laissent la place à des discussions sur la négation de l'holocauste.

Un responsable juif français a déclaré que les communautés juives avaient eu la naïveté de croire que l'antisémitisme était mort avec la fin de la Seconde Guerre mondiale et après la Shoah. Les Juifs, a-t-il ajouté, ont œuvré avec René Cassin, l'initiateur et l'auteur de la convention européenne des droits de l'homme, et avec d'autres pour promouvoir l'universalité des droits de l'homme et, à présent, ils sont stigmatisés et même accusés d'islamophobie. Et lorsqu'ils cherchent à se protéger au sein de leurs communautés contre les agressions dont ils sont victimes, on leur reproche de se replier sur eux-mêmes et de pratiquer une sorte de «communautarisme».

Les personnes françaises interrogées n'ont pas considéré ces agressions violentes contre les Juifs et leurs biens lorsque des auteurs arabes musulmans ont été identifiés, comme étant «directement importées» du conflit du Moyen-Orient. Pour autant qu'elles soient accessibles, les informations sur ces

incidents révèlent que leurs auteurs n'agissent pas suivant un plan coordonné, mais sous l'influence des sermons qu'ils écoutent à la mosquée lors de la prière du vendredi.

En Belgique, toutes les personnes interrogées affirment que la plupart des actes de violence antisémite sont essentiellement le fait de jeunes de la communauté arabo-musulmane. Dans les villes, notamment à Anvers, les Maghrébins et les Juifs orthodoxes vivent côte à côte. Dans ce contexte, les personnes interrogées soulignent le caractère inacceptable des agressions, mais tentent aussi de les expliquer par le chômage, l'absence d'intégration, les mauvaises conditions de logement, l'influence des médias arabes et celles de certains imams, qui renforcent les stéréotypes négatifs et la confusion entre les Israéliens et les Juifs. Elles condamnent les agressions contre les Juifs et demandent à l'État de mieux les informer au sujet des organisations islamiques, mais elles insistent aussi sur la nécessité de développer un dialogue avec la communauté arabo-musulmane en vue d'améliorer le respect mutuel et d'instaurer un esprit de tolérance. Les personnes interrogées estiment qu'il est inacceptable d'«importer» la crise proche-orientale dans la société belge, dont les membres devraient tous œuvrer en faveur de la paix. Ils ajoutent qu'ils se sont abstenus de protester en raison du profond sentiment d'humiliation que la crise en Irak avait provoqué au sein de la communauté arabo-musulmane de Belgique. Selon leurs propres termes, «la communauté juive ne voulait pas jeter de l'huile sur le feu» et estimait de toute manière qu'il n'y avait aucune raison d'être agressive à l'égard des musulmans arabes.

D'après les personnes interrogées en Italie, une organisation de musulmans, l'UCOII, proche des frères musulmans et revendiquant 800 000 membres, a pris à plusieurs reprises des positions hostiles à la communauté juive et insiste particulièrement sur l'équation «Juif = Israélien». Les personnes interrogées craignent que si les musulmans obtiennent une représentation officielle en Italie, elle n'émane des milieux radicaux. Elles déclarent avoir de bonnes relations avec les musulmans qui considèrent leur religion comme une affaire privée. Le principe d'accorder le droit de vote aux immigrés, impliquant ainsi une participation plus démocratique des musulmans, constitue toutefois une option positive selon les personnes interrogées. Un interlocuteur italien déclare que l'antisémitisme fait partie de l'identité même des jeunes musulmans. Ils ne sont pas encore intégrés dans la société. Selon lui, beaucoup de musulmans récemment arrivés n'ont pas encore assimilé les idées de la démocratie italienne et adoptent une attitude hostile vis-à-vis de l'État, qu'ils expriment par l'antisémitisme.

Au Royaume-Uni, l'évolution de la situation au sein de la communauté musulmane focalise toute l'attention des personnes interrogées. Les discussions entre les organisations juives et le Conseil des musulmans de Grande-Bretagne ont été rompues – du fait des musulmans eux-mêmes en raison de l'intifada et de la guerre en Irak, et n'ont pas encore repris, mais les personnes interrogées déclarent qu'il existe des contacts d'ordre personnel et confidentiel avec des

responsables musulmans. Si les relations entre les deux communautés restent au point mort, les initiatives locales entre des synagogues et des mosquées, ainsi que les organisations interconfessionnelles continuent de fonctionner. Les personnes interrogées ont l'impression que l'influence islamiste s'est renforcée et que les enjeux politiques ont pris de l'importance dans les communautés musulmanes. Elles perçoivent un climat nettement antijuif, en termes théologiques et philosophiques.

Certaines des personnes interrogées du Royaume-Uni estiment que dans une telle situation, le gouvernement britannique est très circonspect afin de ne pas heurter la communauté musulmane, qu'il considère comme étant à la fois politiquement délicate et hautement politisée (ce qui n'est pas forcément négatif aux yeux des personnes interrogées), ainsi que très sensible aux options extrémistes.

Une des personnes interrogées, qui s'occupe des relations intercommunautaires depuis longtemps, estime que les bouleversements dans le monde musulman influencent directement la situation au Royaume-Uni. Cet interlocuteur considère que l'antisémitisme est en hausse dans un contexte où l'islamisme radical s'accroît. Il juge que le conflit entre la modernité occidentale et le fondamentalisme islamique affecte les relations entre communautés au Royaume-Uni. Selon lui, l'allégeance de beaucoup de musulmans britanniques à la communauté islamique et non à l'État britannique entrave le développement de bonnes relations intercommunautaires en Grande-Bretagne. L'interlocuteur regrette la réticence de beaucoup de musulmans à faire entendre leur voix contre l'extrémisme religieux, alors que cet extrémisme nuit aux relations pacifiques avec d'autres communautés religieuses au Royaume-Uni comme ailleurs.

En Espagne, les personnes interrogées ont estimé que la population musulmane avait pâti des agressions d'intégristes islamiques contre des Juifs, et que les Juifs espagnols redoutaient ces agressions. D'après elles, l'antisémitisme des intégristes n'a pas été «importé» et les musulmans d'Espagne doivent être considérés comme faisant partie de la société européenne. Dans le cadre de la *Dirección de las Libertades Religiosas*, les Juifs n'ont pas de problème avec les musulmans. Ils devraient d'ailleurs être des alliés naturels. Cependant, ni les Juifs ni les chrétiens ne savent comment structurer leurs relations avec les musulmans. Enfin, les personnes interrogées estiment que les discours des responsables musulmans et les sermons des imams dans les mosquées devraient être contrôlés pour vérifier leur conformité avec la constitution.

4. LE CONFLIT DU MOYEN-ORIENT: DE L'ANTISIONISME A L'ANTISÉMITISME

Cette section du rapport présente les opinions des personnes interrogées sur les conséquences du conflit au Moyen-Orient. Il semble clair que le conflit israélo-palestinien a des répercussions sur la vie des communautés juives. Si toutes les critiques adressées au gouvernement israélien ne doivent pas être taxées systématiquement d'antisémites, elles ont dans beaucoup de cas été considérées comme antisémites par les personnes interrogées. Dans le même temps, beaucoup d'interlocuteurs ont critiqué la confusion entre Juifs et Israéliens faite par beaucoup de non-Juifs.

Une des personnes interrogées en Italie a tenté de situer la limite entre les critiques du gouvernement israélien et l'antisémitisme. Le nouvel antisémitisme s'alimente à la tragédie israélo-palestinienne et a pour contexte une hostilité irréductible à l'égard des Juifs en ce sens qu'ils ont un État, et même qu'ils forment une nation. Cette hostilité n'est pas nécessairement dirigée contre les Juifs en tant qu'individus, bien qu'elle touche aussi les individus en fin de compte, mais plutôt en tant que communauté politique avec pour symbole l'État d'Israël. Par conséquent, tous les symboles négatifs liés aux Juifs et au judaïsme sont transférés sur ce pays.

Il ressort des entretiens que cette attitude a notamment pour conséquence, consciemment ou non, une confusion systématique entre les Israéliens et les Juifs. Selon toutes les personnes interrogées, en Autriche, cette confusion a pour effet que les Juifs autrichiens ne sont pas considérés comme des citoyens capables de développer des avis personnels, mais bien comme des éléments d'une communauté. Cette vision a cours dans toutes les couches de la société, depuis les milieux les moins scolarisés jusqu'aux classes les plus intellectuelles. Cette polarisation place une espèce de tabou sur la complexité des problèmes que vivent les Juifs et les non-Juifs. Il faut ajouter à cela une certaine forme d'antiaméricanisme qui rend les Juifs responsables de la guerre en Irak.

Un des interlocuteurs autrichiens voit une deuxième conséquence de l'attitude susmentionnée, qui relève à la fois du cercle vicieux et de la contre-polarisation: les événements de Jénine et la guerre en Irak auraient légitimé la stigmatisation des Juifs, qui se seraient à leur tour sentis obligés de défendre tous les actes d'Israël, qualifiant d'antisémite toute critique à l'égard de ce pays. Au bout du compte, toute capacité de discernement s'est estompée et chaque Juif isolément a été rendu responsable de la situation en Israël.

En Belgique également, les personnes interrogées se plaignent de la confusion fréquente entre les Juifs et les Israéliens, car les Juifs belges sont souvent tenus pour responsables du sort des Palestiniens, alors qu'ils le déplorent. Ce

phénomène est également signalé en France, en Allemagne, en Espagne et en Grèce.

Dans ce pays, précisément, les personnes contactées ont parlé très ouvertement de la politique étrangère de leur pays et du fort courant pro-palestinien qui traverse l'opinion publique. L'enquête Eurobaromètre a montré que les Grecs étaient les plus nombreux, parmi tous les Européens, à déclarer qu'Israël constituait la principale menace pour la paix dans le monde. Le KIS a réagi à ce constat en affirmant que les personnes sondées dans le cadre de cette enquête avaient simplement donné la réponse qu'on attendait d'elles. Il n'en reste pas moins que l'antisionisme pèse sur la situation des Juifs en Grèce. Le regain de tension au Moyen-Orient pousse les Grecs à réaffirmer haut et fort leur identité chrétienne, tandis que l'extrême gauche pratique la confusion systématique entre les Juifs et les Israéliens, ce que s'interdisent de faire les partis traditionnels. Les interlocuteurs grecs n'ont pas le souvenir d'éventuels discours antisémites au Parlement.

Ils ne considèrent pas la position de la Grèce en faveur d'un État palestinien comme étant problématique. Les problèmes viennent plutôt de l'assimilation de M. Sharon à Hitler, d'Israël à l'Allemagne nazie, du judaïsme à Israël et des thèses qui en découlent implicitement. Les interlocuteurs grecs estiment que les hommes politiques, la presse, les médias et les milieux universitaires devraient faire preuve d'une plus grande objectivité.

Au Royaume-Uni, les personnes interrogées déplorent le fait que des incidents antisémites aient caractérisé certains pans du mouvement d'opposition à la guerre en Irak. Certaines manifestations ont été, d'après elles, organisées essentiellement par des pacifistes et des islamistes. Parfois, l'étoile de David a été reliée à la croix gammée et les slogans contre la guerre ont été accompagnés de slogans contre Israël. Les interlocuteurs ajoutent que des membres des organisations des Frères musulmans et du djihad ont été aperçus parmi les manifestants.

Les Juifs ont jugées intolérables les allusions paradoxales à la Shoah et aux symboles connexes. En Espagne, qui n'a pas été touchée directement par la Shoah, cette tragédie commence à peine à être mieux connue. D'après les personnes interrogées dans ce pays, il n'en demeure pas moins que les Juifs ont mal perçu ces allusions et les assimilations fréquentes, dans le cadre du conflit du Moyen-Orient, entre le sionisme et l'Allemagne nazie, Ariel Sharon et Hitler, l'étoile de David et la svastika, principalement dans le discours de la gauche, dans la presse et à la télévision, sous la forme de caricatures, d'éditoriaux et de reportages. Une partie de la presse espagnole continue effectivement de confondre les Israéliens et les Juifs. Selon les interlocuteurs, depuis le début de la seconde intifada, la communauté juive est mal à l'aise. Cette confusion est aujourd'hui profondément enracinée, alors que la cause palestinienne est très populaire et que les Juifs sont absents depuis longtemps de la scène publique et sont victimes de préjugés religieux. Tandis que la

mondialisation donne à tout un chacun l'occasion d'exprimer son avis sur tous les pays et de les critiquer, les personnes sondées constatent que la presse espagnole critique Israël à tort et à travers, usant parfois de clichés et d'une iconographie déplacée. Elles y voient la preuve que l'antisémitisme traditionnel est toujours bien présent dans les images et le langage d'aujourd'hui. Les journalistes et la gauche peuvent prendre Israël en point de mire dans leur lutte contre l'impérialisme et le colonialisme, mais de là à parler de «tanks juifs», il y a, estiment-elles, un pas qu'ils devraient se garder de franchir.

Les reportages tendancieux de la presse et leurs retombées sur les Juifs sont également des phénomènes signalés en Allemagne et en Autriche. En France, l'ensemble des personnes interrogées estime que certains organes de presse devraient avoir une attitude plus responsable. Les flux d'images et de reportages de désinformation, parfois même intentionnelle, sur le Moyen-Orient ne contribuent guère à rendre compte objectivement de la situation qui règne dans cette région. La confusion entre les Juifs et les Israéliens reste courante, malgré les efforts des organisations juives à l'intention des journalistes pour éviter cet amalgame. Les personnes interrogées constatent aussi que certains journalistes israéliens ont tendance à voir en la France un État antisémite, ce qu'elles réfutent. Enfin, elles estiment que l'internet et les médias arabes, auxquels de nombreux ménages arabo-musulmans ont accès, sont des sources de désinformation et des éléments importants dans le développement de sentiments antijuifs. Les personnes contactées au Royaume-Uni, en Belgique, en Espagne et en Italie posent également ce constat.

Les personnes interrogées attirent aussi l'attention sur le fait que dans certains pays, comme la France et le Royaume-Uni, le sentiment d'hostilité à l'égard d'Israël a entraîné des «représailles» sous la forme d'arrêt de la coopération universitaire. En Espagne, certains éditeurs ont cessé de faire traduire d'importants auteurs israéliens. Dans le même ordre d'idées, des spécialistes éminents disposant d'une longue expérience d'Israël ne sont plus consultés. Autant de phénomènes que les interlocuteurs qui en font le constat considèrent comme hautement préoccupants.

Aucune des personnes contactées ne réfute le droit de contester les attitudes en faveur des Palestiniens. Elles soulèvent cependant la question des limites. En France, elles critiquent durement l'usage de la violence par les sympathisants pro-palestiniens. Au Royaume-Uni, un interlocuteur qui s'investit abondamment dans le dialogue entre Juifs et musulmans peut comprendre les divergences de vues entre les deux communautés à propos du conflit au Moyen-Orient. Il peut concevoir que d'aucuns nourrissent de la haine à l'encontre de l'actuel gouvernement israélien, mais ce serait aller trop loin que de remettre en cause l'existence de l'État d'Israël. Il estime que les musulmans et les Juifs sont des alliés naturels, mais que le débordement du conflit a divisés. Or, dit-il, ce conflit, les attentats d'Al-Qaïda, la situation dans l'État indien du Gujarat et en Irak, la guerre, le terrorisme, les craintes que l'islam inspire en Europe, tout cela contribue à une islamophobie grandissante, à un isolement accru des

musulmans, à davantage d'extrémisme. Et, dans un tel climat, les Juifs sont une cible facile.

Une autre dimension du conflit au Moyen-Orient réside dans la relation entre l'engagement en faveur de la Palestine et le sentiment de culpabilité de ressortissants de pays qui ont été impliqués dans la Shoah. Les interlocuteurs allemands ont ainsi l'impression que, pour certaines personnes ou catégories de personnes, l'expression de leur solidarité avec les Palestiniens est une manière d'éviter le débat sur la Shoah et la culpabilité de l'Allemagne. Ils constatent, dans certains pans de la population, l'opinion largement répandue selon laquelle M. Sharon serait à l'origine de la deuxième intifada et que les Juifs, assimilés automatiquement à Israël, seraient les principaux responsables de la crise du Moyen-Orient. Les personnes interrogées expliquent que très souvent, les Juifs sont ainsi automatiquement considérés comme représentant Israël et tenus pour responsables des événements qui s'y déroulent.

En Autriche aussi, un des interlocuteurs affirme que cette crise permet à beaucoup de personnes et d'organisations d'aborder la Shoah différemment («*eine neue Aufrechnung mit der Shoah*») et de se dédouaner d'un éventuel sentiment de culpabilité. Sur certains flancs à la droite et à la gauche de l'échiquier politique, les parallélismes entre les Juifs et les nazis sont devenus à ce point fréquents qu'on peut parler de véritable «rhétorique de disculpation» («*Entlastungsrhetorik*»).

L'intensité et la virulence du débat varient d'un pays à l'autre. En Autriche encore, où cette intensité est pourtant réputée faible par rapport à d'autres États membres de l'Union européenne, les Juifs s'interrogent quant à savoir si la virulence du débat sert de soupape permettant d'éviter des agressions physiques contre eux ou si, au contraire, elle incite à la violence physique.

En France, le débat est explosif. Toutes les personnes interrogées témoignent de l'importance croissante de l'antisémitisme dans les discussions sur le conflit du Moyen-Orient, en particulier dans la politique de l'extrême gauche. Les critiques de la politique israélienne évoluent progressivement vers un discours antisémite dans les rangs des Verts et parmi les opposants à la mondialisation, qui vont jusqu'à soulever la question de la légitimité de l'État d'Israël. Ce nouvel antisémitisme conduit certains à éprouver de la sympathie pour le Juif mort et à condamner le Juif vivant, à assimiler antiracisme et sympathie en faveur des Palestiniens, et à considérer le conflit proche-oriental comme le seul conflit du globe.

Un autre phénomène qu'épinglent les interlocuteurs français et belges est la partialité de certains enseignants des écoles publiques, qui profitent de leur position pour présenter à leurs étudiants leur propre vision de ce conflit. En France, les personnes interrogées ont rapporté par exemple cet incident qui s'est passé dans un lycée parisien. Un enseignant a exclu une jeune fille de sa classe parce qu'elle portait une médaille qui ressemblait à une plaquette

d'identification de l'armée israélienne et qu'il n'acceptait pas que ses étudiants arborent des symboles d'une armée d'occupation. Après les cours, la jeune fille en question a été battue par ses condisciples. Elle a dû poursuivre sa scolarité dans un autre établissement. L'enseignant, connu pour son engagement pro-palestinien, n'a fait l'objet d'aucune enquête de la part des autorités compétentes et a été couvert par les syndicats. En Belgique, un éducateur juif expérimenté, qui a participé aux entretiens, a confirmé que des enseignants d'établissements secondaires et supérieurs diffusaient à leurs étudiants des opinions antisionistes d'extrême gauche, qui pouvaient les influencer considérablement.

Il est des cas, selon les personnes interrogées, où même les pouvoirs publics ne traitent pas les conflits concernés avec la distance nécessaire. Les interlocuteurs belges font état d'un incident marquant qui s'est déroulé en 2002. Le ministère belge de la coopération, détenu par le parti écologiste, avait prévu la publication d'une brochure sur ce conflit. En raison du contenu partisan et révisionniste de cette brochure, sa parution avait été bloquée au niveau fédéral mais, quelques mois plus tard, elle a été publiée par le ministère flamand de l'éducation et de la coopération, dirigé par un ministre Agalev. Les membres de la communauté juive ont exprimé leur indignation profonde face à cette tentative de les associer au conflit du Moyen-Orient, et de comparer les actes de l'armée israélienne à une sorte de meurtre rituel du XX^e siècle.

5. LA SHOAH

La manière dont les pouvoirs publics et la société civile des États membres traitent la Shoah mais aussi les problèmes et les conséquences qu'elle implique est un critère clé qui permet aux communautés juives d'évaluer l'état de leurs relations avec le milieu social et politique dans lequel elles vivent, ainsi que la relation de ce milieu aux «Juifs morts» et aux «Juifs vivants».

La thèse, avancée par les personnes interrogées en Allemagne, est que l'antisémitisme ne peut pas être mis sur le même pied que les autres formes de racisme. Elles soulignent que les camps d'extermination et les crimes nazis ont constitué une rupture dans le processus de la civilisation, des faits sans précédent dans l'histoire de l'humanité, vision qui est partagée par la plupart des interlocuteurs des autres pays. Ces personnes ajoutent que ni les Allemands ni les Juifs ne pourront surmonter cette rupture rapidement, et qu'il en va de même dans les pays dont le gouvernement ou des collaborateurs ont participé à la déportation et à l'extermination des Juifs.

Un interlocuteur allemand a rapporté les résultats d'un sondage indiquant que 60 % de la population estiment qu'il ne faut plus revenir sur le passé. Ce phénomène, affirme-t-il, est une caractéristique croissante de la vie de tous les jours. L'onde de choc d'Auschwitz semble se tasser. Les personnes interrogées confirment que les allusions au génocide des Juifs dans les conversations d'aujourd'hui ne provoquent guère plus que des haussements d'épaules, souvent accompagnés de réflexions du style: «Pourquoi devrions-nous nous sentir concernés? Nous ne pouvons pas porter la responsabilité de ce que nos parents ont fait!»

À propos de la Shoah, les interlocuteurs allemands expriment leurs préoccupations face aux cérémonies de commémoration et au traitement du passé. Ils décrivent une tendance à mettre la Shoah sur le même pied que le régime stalinien, niant le caractère unique de la Shoah, en tant que mécanisme qui agit sur la conscience collective et en ce sens que cette négation influe sur le débat relatif aux compensations octroyées aux victimes. Les Juifs ont l'impression que les pouvoirs publics ne font pas assez pour encourager un débat créatif sur les Juifs d'Allemagne en vue d'améliorer une coexistence constructive. Les personnes interrogées signalent que certains hommes politiques ont impliqué des représentants de l'industrie dans le débat sur les compensations à octroyer en contrepartie des mises au travail forcé, mais pas ceux de la population juive.

En Autriche, les Juifs affirment qu'ils ont été privés des moyens de mener une existence conforme à leur mode de vie dès 1938 et que ces moyens ne leur ont pas encore été rendus. Le débat sur la restitution des biens juifs est un point de contentieux fondamental entre la communauté juive autrichienne et le gouvernement. Contrairement à l'Allemagne où cette question a été abordée

publiquement, on en a à peine parlé en Autriche, de sorte que ce débat a dégénéré en un conflit ouvert. Les interlocuteurs à Vienne mentionnent quatre types de problèmes: les compensations aux personnes, l'égalité en matière de droits sociaux entre les Autrichiens et les Juifs autrichiens, l'attribution de biens juifs au profit de la collectivité après la guerre et l'insuffisance des compensations aux communautés. L'État n'a quasiment pris aucune décision, en particulier en ce qui concerne les biens de ces dernières. Quelques progrès ont été enregistrés à l'époque où certains États membres de l'Union européenne ont imposé des sanctions à l'Autriche. Cependant, les interlocuteurs autrichiens ont l'impression que le gouvernement a travaillé sur ce dossier non pas pour les Juifs, mais pour rester en bons termes avec ses partenaires politiques. Des restitutions ont été exécutées non pas parce qu'elles devaient l'être, mais parce que le gouvernement y était contraint. Selon les personnes interrogées, le chancelier Schüssel a affirmé que l'Autriche a été la première victime du nazisme. Le débat sur les restitutions a pris une ampleur telle qu'il a déclenché une controverse sur la question de savoir si la culture juive faisait ou non partie de la culture autrichienne.

Ainsi, d'après les personnes interrogées, le désespoir a pris des proportions immenses. Elles ont l'impression que seuls quelques rares enseignants évoquent avec leurs élèves ce qui s'est passé durant la Seconde Guerre mondiale. Le musée de Mauthausen souffre d'un manque de ressources. L'Institut de recherche sur la Shoah a dû cesser ses activités pour la même raison. Faute de ressources financières, la communauté a dû se séparer de salariés qu'elle venait d'engager. Les résultats d'une étude historique sur les expropriations n'ont pas été publiés. Enfin, les interlocuteurs ajoutent que les médias ne disent mot de tout ceci et estiment que l'on cache la vérité historique.

En France, comme cela a déjà été signalé, l'évocation de la Shoah dans les écoles devient de plus en plus difficile dans certaines banlieues en raison de l'opposition de nombreux étudiants arabo-musulmans et de la passivité des enseignants.

En Italie, les personnes interrogées estiment que le traitement de la Shoah est assez ambigu. L'État et tout l'éventail de la classe politique, de la gauche à la droite, admettent l'existence du problème de l'antisémitisme. Les événements de la Shoah sont enseignés dans les écoles, ils figurent dans les manuels scolaires et la journée du 27 janvier est célébrée. Les enseignants prennent de nombreuses initiatives qui vont plus loin que le programme normal des cours. Des séminaires sont organisés, on étudie le *Journal* d'Anne Frank et l'ouvrage de Primo Levi, *Si c'est un homme*, un document autobiographique majeur sur la vie dans les camps de concentration. Des témoins oculaires survivants de ces camps se rendent dans les écoles pour parler aux élèves et aux étudiants de ce qu'ils ont vécu. Parfois, cependant, les personnes interrogées font part de problèmes, notamment relatifs aux questions qui leur sont posées par exemple les raisons pour lesquelles les Juifs se comportent aujourd'hui comme les nazis autrefois. Pour les personnes interrogées, les jeunes sont conditionnés par les

simplifications de la presse. Certains témoins émettent à présent des réserves à se rendre dans les écoles, parce que ces questions les blessent. Lorsqu'ils le font, ils sont désormais chaperonnés par des personnes spécialement qualifiées pour répondre à ce type de questions.

En Grèce, les personnes interrogées affirment que des progrès importants ont été réalisés à propos du 27 janvier, qui est devenu une journée de commémoration officielle de la Shoah. Celle-ci est d'ailleurs un élément important du discours public. Cependant, elle ne fait pas l'objet de beaucoup d'efforts d'éducation et de sensibilisation, alors qu'elle a pourtant provoqué la disparition de 83 % des Juifs grecs. Les manuels scolaires d'histoire ne lui consacrent que quatre ou cinq lignes. Le KIS souhaite que davantage d'initiatives soient prises pour permettre aux jeunes de comprendre ce qui s'est passé pendant la Seconde Guerre mondiale. Il propose que la journée du 27 janvier soit utilisée à cet effet. Les personnes interrogées signalent également une démarche que le président de la communauté de Thessalonique a entreprise pour améliorer le statut de la communauté juive de Grèce. Il a organisé des recherches en Albanie qui ont débouché sur la découverte des restes du colonel Mordechaï Frizis, un officier juif grec qui a été tué pendant la guerre de 1940-41 avec l'Italie. Sa dépouille a été rapatriée en Grèce et inhumée avec tous les honneurs militaires en présence du président de la République hellénique, tandis qu'un mémorial a été érigé en l'honneur des 500 soldats juifs grecs tombés au combat sur les 12 000 engagés.

Cela dit, selon les personnes interrogées, il subsiste des points de friction avec les pouvoirs publics. À Thessalonique, par exemple, l'université a été construite sur une partie d'un ancien cimetière juif, sur un vaste site que la ville avait donné à la communauté juive. Celle-ci revendique la propriété de ce site et souhaite arriver à un accord à l'amiable qui respecte ses droits et qui lui octroie de nouveaux moyens pour financer ses activités (synagogues, écoles, œuvres sociales).

Le Royaume-Uni n'a pas été directement impliqué dans la Shoah. Celle-ci est néanmoins largement évoquée dans l'enseignement. Le 27 janvier, le jour de la commémoration de la libération d'Auschwitz, des cours spéciaux sont donnés à tous les niveaux du système éducatif. Les enseignants ont la possibilité de se rendre à Auschwitz avec leurs classes. En outre, trois institutions, le mémorial de l'holocauste, le Musée national de l'holocauste et un musée chrétien privé à Nottingham ont fait beaucoup pour mieux faire connaître la Shoah. Pour un interlocuteur très impliqué dans les relations intercommunautaires, il est nécessaire de traiter de l'histoire de la Shoah, surtout dans les pays où la diversité ethnique s'accroît. En fouillant dans leur passé, les Blancs, les Juifs, les musulmans et les autres communautés religieuses découvrirait des parallélismes dans leur histoire.

L'Espagne non plus n'a pas été frappée de plein fouet par la Shoah, même si certains membres de sa communauté juive en sont des survivants. Les

personnes interrogées perçoivent cependant là-bas aussi (même s'il est différent) ce phénomène décrit dans d'autres États membres, à savoir un respect envers les Juifs morts et non envers les Juifs vivants. Depuis 1992, des efforts sont entrepris pour reconstruire l'Espagne séfarade, la vieille Espagne juive dont les habitants ont été persécutés et expulsés en 1492 dans ce que l'historiographie juive considère comme une catastrophe proche de la Shoah. D'après les personnes interrogées, les musées juifs attirent à nouveau les visiteurs, et des villes redécouvrent et rénovent leurs anciens quartiers juifs. Cette forme de «judéomanie touristique» suscite des sentiments partagés parmi les Juifs. Certains voient dans cette évolution une occasion de redécouvrir leur passé et préféreraient y être impliqués, ne serait-ce que pour vérifier ce qui est dit à propos des anciens Juifs. Ils souhaitent faire le lien entre le monde juif disparu et les Juifs modernes, parce qu'ils estiment qu'ils devraient y avoir «autant de sympathie pour les Juifs vivants que pour les Juifs morts». Ce n'est cependant pas facile dans la vie de tous les jours, comme le montre cet exemple d'un commerçant du Call (le quartier juif médiéval) de Barcelone qui a été prié de ne pas afficher d'inscriptions en hébreu sur sa devanture.

Les cérémonies de commémorations, l'enseignement de l'histoire, la relation avec les vivants, des aspects concrets tels que les restitutions ou les compensations sont considérés comme les indicateurs principaux du traitement de la Shoah. Dans aucun de ces domaines, les personnes interrogées ne peuvent affirmer que les ambiguïtés ont été levées.

6. LES ATTAQUES PHYSIQUES ET SYMBOLIQUES

Comme le montre le rapport principal de l'EUMC, il est particulièrement complexe de collecter des données fiables sur les agressions et les systèmes d'enregistrement des actes antisémites sont très hétéroclites. Certains interlocuteurs ont leur avis sur l'utilisation et la validité des statistiques sur l'antisémitisme. Par exemple, un leader autrichien de la communauté juive s'interroge sur l'utilité de telles statistiques, étant convaincu que l'antisémitisme ne pourra jamais être éliminé totalement. Au lieu de mettre l'accent sur la collecte de données, mieux vaudrait selon lui s'efforcer de contenir l'antisémitisme, de lui opposer des obstacles et de réduire sa capacité de nuire. En France, les interlocuteurs expliquent que de nombreux actes antisémites ne sont pas signalés car les victimes craignent la confrontation avec leurs bourreaux. D'un autre côté, la police est submergée par le nombre d'incidents. Selon les estimations, aucune plainte n'est déposée officiellement dans 75 % des cas et, lorsque des poursuites sont entamées, les coupables sont généralement relâchés très rapidement. Dans ce contexte, les chiffres existants ne sont ni fiables ni complets; les systèmes officiels de collecte de données doivent être réorganisés dans le souci d'une meilleure efficacité.

Les personnes interrogées décrivent tout un éventail d'incidents violents subis par les membres des communautés juives. Il ne s'agit pas d'une présentation systématique des données sur les incidents antisémites dans leur pays respectif comme le rapport principal tente de le faire, mais cela indique le type d'agressions dont ils sont personnellement informés. Il est particulièrement frappant de noter la grande diversité des violences physiques et des agressions que mentionnent les personnes interrogées et dont les membres de la communauté juive souffrent au travail, dans la rue, à l'école, à l'université, dans le discours public, dans leur foyer et dans leurs relations avec leurs institutions communautaires.

En Allemagne et en Espagne, les violences verbales sont les plus virulentes sur le lieu de travail et sont à mettre en relation avec le conflit du Moyen-Orient, chaque individu juif étant automatiquement considéré comme partie au conflit.

En Autriche, les personnes interrogées déplorent le fait que l'immigration en provenance des pays de l'Est a cessé, car elle renforçait leur communauté depuis une dizaine d'années. Paradoxalement, le nombre de membres de la communauté juive a augmenté alors que le nombre de Juifs présents sur le sol autrichien diminuait. Ce phénomène s'explique sans doute par le fait que des Juifs qui s'étaient tenus à l'écart de la vie de la communauté l'ont réintégrée, après avoir vu se rouvrir d'anciennes blessures et s'être sentis exclus de certains secteurs de la vie en société.

Les Français et les Belges parlent de l'impossibilité de porter la kippa en public sans être harcelé d'une manière ou d'une autre. Les interlocuteurs français insistent particulièrement sur le harcèlement dont souffrent les élèves et les étudiants à l'école et à l'université. Le nombre d'écoles et même de quartiers que les élèves juifs ont dû quitter montre combien il importe de s'atteler sérieusement à ces problèmes. Les personnes interrogées parlent très explicitement de persécution des Juifs dans les écoles et de leur harcèlement dans la rue. Elles soulignent le fait que les hommes politiques de l'Union européenne doivent savoir combien il est devenu difficile aujourd'hui d'être un étudiant juif dans une école supérieure ordinaire en France et combien l'absence de réaction des syndicats d'enseignants a contribué à détériorer la situation. Ils appuient leur propos en citant des statistiques: au début des années 1980, les écoles juives comptaient environ 1 500 étudiants; en 2003, elles en accueillent plus de 30 000 et sont contraintes de refuser des inscriptions, faute de places disponibles.

Au Royaume-Uni, les personnes interrogées déclarent que, malgré l'absence de harcèlement dans les universités, on a enregistré des échauffourées déclenchées par des islamistes dans le contexte du conflit israélo-palestinien. Comme en France, ces agressions se sont développées parallèlement à des tentatives de pratiquer l'embargo sur les produits en provenance d'Israël, ce qui revient essentiellement au boycott de denrées alimentaires casher.

En France, même si les statistiques indiquent une baisse de l'antisémitisme, celui-ci semble de plus en plus présent au quotidien, d'une manière insidieuse. Certains actes touchent même la sphère privée (par exemple, des lettres d'insultes, la dégradation de l'entrée de résidences privées). S'ils apparaissent moins graves du point de vue de la charge de violence, ils n'en restent pas moins qu'ils ont réellement valeur de symbole. Peu de plaintes officielles ont été déposées pour de telles manifestations «mineures» d'antisémitisme (qualifiées d'«actes de malveillance» par l'une des personnes interrogées) car, dans de tels cas, les enquêtes aboutissent difficilement. Il n'existe dès lors pas de chiffres qui permettraient de quantifier ce phénomène pourtant de plus en plus courant. Les Français notent par ailleurs que certains organes de suivi préfèrent ne pas publier de telles données sur la recrudescence des incidents «mineurs», de peur d'enflammer la situation.

En Allemagne, les personnes interrogées déclarent que les lettres anonymes et les lettres à la presse se caractérisent par un ton de plus en plus virulent. Les personnes qui adoptent des attitudes antisémites sont en général titulaires d'un diplôme d'études supérieures et âgées de 30 à 50 ans. Les violences verbales, qui étaient autrefois essentiellement dirigées contre des organisations, visent aujourd'hui des personnes. En Espagne, des lettres de menace ont été envoyées à des personnalités juives.

En France, selon les rapports officiels transmis par les interlocuteurs, l'éventail des agressions s'étend des menaces verbales et des insultes à l'égard des Juifs

dans la rue à des jets de pierres, des coups de feu et des mises à sac de synagogues, d'écoles rabbiniques, de magasins, de cabinets médicaux, de voitures, de maisons et de tombes appartenant à des Juifs. Les personnes interrogées mentionnent des incidents qui ont eu lieu pendant la période des entretiens: à Gagny, un collège juif a été ravagé par les flammes; un rabbin a été agressé à Ris-Orangis, près de Paris. Les personnes qui ont été arrêtées étaient en général des jeunes provenant de banlieues difficiles – décrites dans la littérature comme les «territoires perdus» de la République – dont les parents sont d'origine maghrébine.

Des profanations de tombes dans des cimetières juifs sont mentionnées en Allemagne, en France et en Grèce.

7. RELATION AVEC L'ÉTAT

La relation des communautés juives avec leur État respectif constitue un aspect important du combat contre l'antisémitisme, parce cet élément est lié non seulement à la sécurité que l'État doit assurer à tous les citoyens et à toutes les communautés, mais parce qu'il indique aussi l'état de la relation entre les communautés juives et les sociétés dans lesquelles elles vivent. Les entretiens ont montré que 60 ans après la Seconde Guerre mondiale, cette relation est restée encore tout à fait complexe et ambiguë.

En Allemagne, les personnes interrogées ont mentionné qu'en réalité, certains Juifs avaient le sentiment d'être privés émotionnellement de citoyenneté («*emotional ausgebürgert*») sur différents plans et dans différents domaines. Selon les personnes interrogées, la situation est aussi influencée par le fait qu'un bon nombre de nouveaux membres des communautés juives se sentent encore comme des étrangers au sein de leurs propres communautés à cause de leur immigration récente de la Russie et de l'ex-URSS. Cependant, les personnes interrogées ont jugé qu'en termes relatifs, l'Allemagne avait beaucoup fait et pouvait ainsi être assez satisfaite de ce qu'elle a fait.

On peut également parler d'un paradoxe sécuritaire, car une autre ambiguïté est liée au problème de la sécurité autour des institutions juives. En raison de la situation générale, les personnes allemandes interrogées ont expliqué qu'elles étaient contraintes de demander la protection des synagogues et des jardins d'enfant par la police. Par un curieux paradoxe, cette nécessité se retournait parfois contre la population juive qui était critiquée pour s'isoler trop des Gentils. Globalement, les personnes interrogées ont estimé que la police n'avait pas réagi d'une manière suffisamment responsable. De manière explicite ou implicite, selon les personnes interrogées, on dit parfois que les Juifs sont également responsables de ce qui leur arrive, et qu'ils ne devraient pas s'étonner que certaines personnes aient adopté un comportement antisémite, parce que les Juifs sont devenus trop égocentriques.

En Autriche, également, la relation envers l'État serait difficile et complexe. Les personnes interrogées ont clairement noté une différence entre ce qui s'est produit en Allemagne, où des hommes politiques ont dû démissionner pour avoir fait des déclarations antisémites, et en Autriche, où il n'y a pas eu de sanctions. Selon les personnes interrogées, l'État autrichien a bien défendu la sécurité physique des Juifs, mais ils ne lui font pas fait entièrement confiance dès lors qu'il s'est agi de l'exercice de leurs droits civiques et démocratiques. Les tabous sur l'antisémitisme ont été levés: le FPÖ a constamment relevé le niveau de ce qui était tolérable, l'ÖVP n'a fait aucun commentaire sur ces évolutions et l'ORF, la télévision nationale, n'a rendu compte de ces problèmes qu'après les heures de grande écoute. Elles estiment que hommes politiques ont évité les discussions sérieuses, notamment sur l'antisémitisme.

L'une des personnes interrogées a expliqué que la plupart des Juifs autrichiens étaient des Ashkénazes qui souffraient encore du traumatisme de la Shoah. Il a affirmé qu'il y avait par conséquent une confrontation incessante avec l'histoire autrichienne et sa négation, et que l'on ne pouvait pas parler de normalisation dans ce domaine. Dans un tel contexte, il a considéré qu'il était difficile pour un(e) citoyen(ne) autrichien(ne) juif/juive de s'identifier à l'État autrichien après 1938-1945. Une autre personne interrogée a déclaré qu'il y a eu certains contacts avec l'élite sociale jusqu'en 1999, lors de la célébration du 150^e anniversaire de la communauté et que des personnalités de la vie publique y ont assisté. L'interlocuteur a estimé qu'un tel événement n'était plus imaginable après l'an 2000, car il serait probablement interprété comme une démarche anti-gouvernementale.

En Italie, les personnes interrogées ont déclaré que la communauté juive ne se sentait pas isolée du reste de la société italienne, mais se sentait mal à l'aise et quelque peu à l'écart. Il en allait ainsi en dépit du fait que le gouvernement n'ait pas adopté de position anti-israélienne et que ses membres n'aient fait aucune sorte de commentaires antisémites, ont déclaré les personnes interrogées. Les jeunes Juifs, notamment, ne se sentent pas à l'aise. Cette gêne remonterait aux événements de Gênes en juillet 2001, lorsque des membres de la police ont hurlé des slogans antisémites au visage des manifestants en faisant des références au Duce ou à Pinochet.

Toutefois, les personnes interrogées ont déclaré que la communauté juive faisait confiance à l'État italien qui voulait clairement la présence des Juifs et s'était engagé à les défendre, dans les limites de ses possibilités. Comme les personnes interrogées l'ont fait remarquer à cette même époque, il n'était pas capable de défendre qui que ce soit d'une façon cohérente, qu'il s'agisse de Juifs ou non. Cela dit, elles ont affirmé que la coopération avec les forces de police sur des affaires de sécurité autour des institutions juives était considérée excellente.

Des personnes interrogées ont décrit la situation en France comme ambiguë, mais ont accepté le fait que le gouvernement combatte nettement l'antisémitisme, par exemple par son soutien apporté à un article particulier du Code pénal ou en prenant des mesures pratiques au plus haut niveau de l'État. En revanche, selon les personnes interrogées, la France poursuit une politique au Moyen-Orient qui n'a pas nécessairement contribué positivement à l'apaisement du débat national sur cette question. Les personnes interrogées ont souligné qu'à cette époque, d'autres intérêts financiers et politiques avaient créé des obstacles au règlement de la dimension nationale du conflit, les hommes politiques s'intéressant de plus en plus à un électorat musulman en pleine croissance. De manière générale, les personnes interrogées ont décrit la relation entre les Juifs et l'État français comme bonne, affirmant que la France n'était pas un pays antisémite.

En Belgique, les personnes interrogées n'ont pas considéré l'État ou la majorité de leurs concitoyens comme étant antisémites. Cependant, elles pensent que le

conflit du Moyen-Orient et la pression des médias ont créé une situation dans laquelle les Juifs comme les non-Juifs ont été amenés à «prendre parti», alors que la plupart des Juifs voulaient qu'on établisse une distinction claire entre eux et les Israéliens pour tenter ainsi de faire la part de la critique du gouvernement israélien et de l'antisémitisme. Aucune personne interrogée n'a tenu la Belgique, que ce soit au niveau fédéral ou régional, pour antisémite. Toutefois, des mesures prises à l'encontre de l'antisémitisme ont été jugées comme inefficaces, bien que les actes antisémites aient toujours été condamnés. Les personnes interrogées ont fait savoir qu'une vision claire et spécifique, une stratégie à long terme et un engagement de combattre l'antisémitisme faisaient défaut et qu'il conviendrait de les développer.

Elles ont aussi considéré les partis politiques belges comme non antisémites, même si elles n'écartent pas la possibilité que les socialistes fassent preuve de partialité en raison de leurs engagements et de leurs liens politiques envers les Palestiniens. Les libéraux, comme parfois également les chrétiens-démocrates, sont considérés comme des «judéophiles» ouverts. Toutefois, selon les personnes interrogées, une atmosphère politique de «non-intervention» semble dominer du fait de l'augmentation du nombre des électeurs musulmans.

Certaines des personnes belges interrogées ont déclaré que la police «n'était pas très chaude pour accepter des plaintes au début de la vague d'agressions, et les considérait comme des incidents mineurs», mais, depuis l'année dernière, elle est devenue progressivement plus proactive recommandant même aux individus de porter plainte officiellement.

Au Royaume-Uni, la communauté juive aurait en règle générale une relation de confiance avec l'État britannique. On a jugé que l'intérêt général exigeait de bonnes relations entre toutes les communautés religieuses du pays. Selon les personnes interrogées, le gouvernement a pris des initiatives pour impliquer tous les groupes religieux dans la discussion. Pour autant, les personnes interrogées ont jugé qu'un gouvernement, quel qu'il soit, pouvait certes toujours faire plus, mais elles ont souligné qu'il y avait lieu d'être raisonnablement satisfait. Les organismes chargés des poursuites se sont vus confier la mission de poursuivre les délits racistes, religieux et de haine. Le caractère ouvert des institutions britanniques a été considéré comme exemplaire dans ce contexte.

En Grèce, les contacts institutionnels et personnels entre le gouvernement grec et le KIS seraient excellents. Les institutions juives comme le KIS, les synagogues et les écoles juives à Athènes, Larissa et Thessalonique sont sûres, ont souligné les personnes interrogées. Les élèves et étudiants juifs qui fréquentent des écoles publiques et des universités ne sont confrontés à aucun problème.

En Espagne, les personnes interrogées ont évoqué des problèmes très spécifiques. Les relations avec l'État ont été décrites comme problématiques. À Barcelone, les personnes interrogées ont déclaré que la sécurité des bâtiments

juifs n'était pas – au dire des pouvoirs publics - suffisante en raison de problèmes techniques. Les personnes interrogées à Barcelone ont eu le sentiment que les responsables compétents ne les avaient pas écoutées lorsqu'elles ont demandé un minimum d'aide en matière de sécurité après les attaques à Istanbul et d'autres menaces qu'elles ont reçues. En conséquence, elles se sont senties abandonnées par un État qui, dans leur perception, ne pouvait pas avoir trop de sympathie pour le peuple juif, l'Espagne n'ayant notamment pas fait l'expérience de la Shoah.

Malgré la loi de coopération de 1992 accordant à l'Islam, au Judaïsme et aux protestants des droits égaux envers l'État espagnol comme cela avait déjà été accordé à l'Église catholique, il reste des problèmes statutaires, comme l'ont affirmé les personnes interrogées. L'église catholique a continué à recevoir des fonds de l'État, au contraire d'autres religions. Les personnes interrogées ont fait remarquer que les seuls fonds d'État reçus par les communautés juives étaient destinés à leurs écoles et provenaient des administrations régionales, et ce, strictement sur la base du volontariat. Cette situation est due, selon les personnes interrogées, à une réticence de l'État à apporter des fonds à la communauté musulmane. Les personnes interrogées ont expliqué que des communautés pouvaient recevoir des fonds dès lors que leurs membres exprimaient la volonté qu'une partie de leurs impôts soit versée à leur communauté. Toutefois, pour ce faire, les particuliers doivent être fichés comme membres d'une communauté, chose que les Juifs ont refusé de faire pour des raisons historiques évidentes. Selon les personnes interrogées, les discussions sur cette question sont pour le moment dans l'impasse en raison d'un manque d'empathie de la part de l'État.

Un très important débat concernant la question de l'enseignement religieux dans les écoles espagnoles serait lié à la proposition de l'État de rendre cet enseignement obligatoire pour l'entrée à l'université. Même si la constitution espagnole ne reconnaît plus le concept de religion d'État, seul le catéchisme catholique est enseigné dans les écoles. Pour les étudiants non catholiques, qui sont exemptés de catéchisme depuis 1953, le ministre de l'éducation aurait dit réfléchir à l'inscription au programme des religions en tant que matière. Selon les personnes interrogées, les Juifs d'Espagne sont sceptiques en raison du manque de clarté quant aux qualifications des enseignants et en raison du contenu de la matière, le ministre de l'éducation n'ayant pas encore consulté les minorités religieuses. Toujours selon elles, la communauté juive n'a pas la capacité d'enseigner le Judaïsme de manière aussi complète que les catholiques peuvent enseigner la religion chrétienne. Partant, les personnes interrogées se sont déclarées opposées à l'idée de l'enseignement des religions, cette tâche étant, à leur avis, appelée à être dévolue à des catholiques. Aussi n'acceptent-elles pas qu'une matière puisse être enseignée sans aucune garantie de neutralité religieuse ou de qualité, à moins que son contenu soit présenté à la *Comisión de las Libertades* et vérifié par les minorités religieuses.

Certaines des personnes interrogées en Belgique, en France et au Royaume-Uni ont fait part du manque de prise de conscience des dangers du terrorisme par les extrémistes islamistes et des complots islamistes fomentés dans les communautés musulmanes par le monde politique et par les médias. Elles ont également eu l'impression que la fébrilité des hommes politiques à ne pas faire naître de débats était due à la découverte d'un électorat musulman en Europe qu'il ne faut pas contrarier. Des personnes interrogées de Belgique, de France et d'Italie ont perçu comme une menace le fait que les communautés juives ne soient pas entendues sur le long terme. Les personnes interrogées au Royaume-Uni ont reconnu que dans leur pays, les relations entre les groupes religieux et d'autres groupes étaient régies par des lois contre la discrimination, ce qui a rendu illégal tout appel public à la discrimination ou à la haine raciale ou religieuse contre un autre groupe, y compris l'apologie du terrorisme. Le haut niveau de tolérance que l'on a connu autrefois s'est infléchi, ont-elles souligné. Ainsi, de nos jours, non seulement la possession de matériel nazi est-elle passible de sanctions, mais également le matériel extrémiste musulman qui a incité à la haine. Ceci s'est aussi appliqué aux tracts qui ont appelé à tuer les Juifs et aux journaux comportant des articles antisémites.

8. PERCEPTIONS DES PERSONNES INTERROGÉES SUR L'AVENIR DES COMMUNAUTÉS JUIVES

La façon dont les personnes interrogées perçoivent l'avenir de leur communauté était variable selon le pays, et il y avait aussi des différences d'appréciation de la situation selon le pays.

La Grèce et l'Espagne sont deux petites communautés qui sont encore en cours de reconstruction. Les communautés juives grecques qui avaient été presque exterminées pendant la Seconde Guerre mondiale et étaient encore en cours de reconstruction, aspiraient simplement, comme l'ont affirmé leurs dirigeants, à mener une vie ordinaire dans le respect du Judaïsme. Elles souhaitaient que la Shoah soit enseigné aux jeunes générations grecques et que le conflit au Moyen-Orient soit traité avec plus d'objectivité par les médias, les hommes politiques et les savants. Selon les personnes interrogées, les Juifs d'Espagne partagent une ambition principale: recréer les conditions d'une vie juive normale en Espagne et s'assurer que les jeunes générations reçoivent un enseignement du Judaïsme dans leur école à Barcelone et à Madrid de façon à perpétuer la communauté. Personne n'a émis de doute sur un avenir de leur communauté.

Les personnes belges interrogées ont expliqué que leurs coreligionnaires étaient primordiallement préoccupés par la sécurité et l'intégration. En tant que Juifs belges de la Diaspora, elles considéraient essentiels l'intégration dans la société belge et le respect de ses lois, comme cela devrait l'être aussi pour la communauté arabo-musulmane, avec laquelle elle souhaiterait partager son expérience dans la mesure du possible. Les personnes interrogées ont également mis l'accent sur le fait que tous les Juifs belges ne partagent pas une compréhension commune de la situation dans le pays. Certaines personnes juives seraient très inquiètes et compareraient la situation actuelle à celle des années 30. D'autres attribueraient l'antisémitisme actuel au conflit du Moyen-Orient, en indiquant que la situation s'améliorera quand s'améliorera la paix entre Israël, les Palestiniens et leurs voisins arabes.

En France, bien que les personnes interrogées aient insisté sur le fait que leur pays n'était pas considéré comme antisémite, elles ont aussi remarqué que de nombreux Juifs pensaient qu'ils n'avaient pas d'avenir dans le pays, car les signaux positifs que l'État avait envoyés venaient trop tard pour certains.

Les personnes interrogées au Royaume-Uni ont clairement déclaré que les Juifs ont un avenir dans leur pays. Mais, comme en France ou en Belgique, tout le monde ne partageait pas cet avis. Toutefois, elles ont relevé que les Juifs qui ont émigré en Israël ne l'ont pas fait en raison du climat général qui règne à l'égard des Juifs au Royaume-Uni, mais pour des raisons idéologiques. Les communautés juives investiraient dans de nouvelles infrastructures. Les

personnes interrogées ont fait savoir que 60% des enfants juifs fréquentaient les écoles de leur communauté pour bénéficier du haut niveau d'enseignement qui y est dispensé et pour conserver le savoir traditionnel juif. Enfin, la communauté a établi un système de renseignement efficace qui contribue à la sécurité de ses personnes et de ses biens.

Une personne interrogée a présenté toutefois un point de vue moins optimiste. Elle souligne les différents degrés de réussite économique et sociale qui caractérisent les différentes communautés de minorités ethniques. Certaines minorités comme les Hindous, ont commencé à dépasser les Britanniques blancs en termes de performances dans le système éducatif et sur le marché du travail. Par contre, d'autres minorités, plus particulièrement les musulmans, sont à la traîne. Elle considère que les Juifs font essentiellement partie de la classe moyenne sans problèmes socio-économiques particuliers. Au vu de ces réussites socio-économiques différentes, il est obligatoire que des tensions surgissent entre les différents groupes. Les personnalités politiques ont peu abordé cette question et ont plutôt donné l'impression de ne s'intéresser qu'aux moins bien lotis, les communautés musulmanes. Selon les personnes interrogées, les communautés musulmanes ont bénéficié de beaucoup d'attention et de soutien, alors que les autres communautés étaient négligées. Ces éléments, associés à un discours public et des médias considéré extrêmement défavorable au peuple juif et que les Juifs semblent incapables de contrer, ont engendré un terrain explosif propice à des tensions entre les groupes. Selon cette personne, les Juifs se sont sentis assiégés, presque dans la même situation qu'en 1938 et 1939. Il considère que les démocraties occidentales doivent être plus offensives pour imposer les principes des droits de l'homme et l'état de droit contre l'extrémisme, notamment l'extrémisme religieux. Il souligne que le discours public et des médias doit soutenir les principes des droits de l'homme beaucoup plus activement, au lieu de céder à une perspective relativiste.

Lorsqu'on leur a demandé si elles se voyaient comme faisant partie de la société allemande, les personnes allemandes interrogées ont dit «oui», «non» et «oui/non» [Jein]. Elles déclarent que certains jeunes membres des communautés se demandent plus fermement que leurs aînés s'ils doivent rester ou non.

En Autriche également, le ton qui prévalait était plus pessimiste. Les personnes interrogées ont expliqué que les Juifs autrichiens se demandaient s'ils étaient des Juifs en Autriche ou des Juifs autrichiens. À cet égard, il a été affirmé que la communauté juive en Autriche était passée par des situations très difficiles. Une personne interrogée a précisé qu'après 1945, des gens ne voulaient plus rien d'autre que vivre et ne se sont plus préoccupés de questions qui auraient pu troubler leur quiétude au quotidien. Après 1960, il y a eu des tentatives d'auto-liquidation ou d'auto-dissolution de la communauté. Depuis 1970, la renaissance de la communauté juive a commencé avec la création d'écoles, de musées et de synagogues. Une personne interrogée a affirmé que les Juifs accordaient une sorte de gage de confiance aux Autrichiens, prouvant qu'il pouvait être facile de trouver un *modus vivendi* équitable avec eux. Au cours des cinq dernières

années, a souligné la personne interrogée, de nombreux Juifs se sont à nouveau demandés s'ils avaient eu raison de défaire leurs valises et s'il y avait un avenir pour un Juif en Autriche, pour une vie juive dans une communauté juive, car ils attendaient toujours, après le débat sur les restitutions et le statut de la culture juive en Autriche, un message positif de l'État manifestant sa volonté de les accueillir comme une communauté vivante.

9. SOUHAITS ET PROPOSITIONS DES PERSONNES INTERROGÉES

Les souhaits et propositions qui suivent ont été émis par les personnes interrogées.

Sur le conflit au Moyen-Orient

En Allemagne, les personnes interrogées ont déclaré que la politique de l'Allemagne et de l'UE au Moyen-Orient devrait être ferme. Selon elles, il n'y a pas eu, jusqu'à présent, suffisamment de critiques adressées au camp palestinien, ce qu'elles considèrent comme inquiétant. Elles suggèrent plus de fermeté.

En Autriche aussi, un changement de discours sur le Moyen-Orient a été suggéré. Au moins, ont affirmé les personnes interrogées, les États-Unis doivent lancer un débat sur les limites à ne pas franchir si Israël est critiqué.

En France, la politique française au Moyen-Orient a été critiquée comme ne contribuant pas nécessairement de manière positive au débat national sur cette question.

Sur les relations avec les musulmans

En Belgique, les personnes interrogées ont souligné le fait que tandis que l'État payait pour les enseignants de la foi islamique, le contenu de leur enseignement n'était pas contrôlé. Elles ont donc suggéré que l'État soit plus attentif concernant la nomination et le contrôle des enseignants d'instruction religieuse dans le système scolaire public.

Les personnes espagnoles interrogées ont estimé que si les musulmans en Espagne et dans l'UE pouvaient se laisser convaincre de participer d'une manière plus décisive au processus constitutionnel de l'Union européenne, si davantage d'efforts pouvaient être faits dans l'UE pour améliorer la situation de l'emploi et l'intégration sociale des musulmans et si les États membres considéraient plus attentivement les conditions de vie actuelles de leurs minorités, cela contribuerait d'une façon décisive à améliorer la vie du peuple juif.

Sur la citoyenneté

En Italie, certaines des personnes interrogées considèrent qu'il est important que les États insistent sur l'intégration des nouveaux immigrants dans l'UE en

mettant l'accent sur les règles de l'État séculier et de citoyenneté. Les États de l'UE doivent rester prudent en accordant la double nationalité aux individus provenant de dictatures s'ils ne remplissent pas les critères de compatibilité politique, sociale et sociétale ou agissent en tant qu'émissaires des États autoritaires. Les personnes interrogées soulignent que les États membres de l'UE ne doivent pas se laisser intimider par des pays dirigés par des leaders religieux extrémistes.

Sur les médias

Les plaintes au sujet des médias, principalement en rapport avec le conflit au Moyen-Orient ou la Shoah et leurs conséquences, ont été tout à fait sévères chez la plupart des personnes interrogées.

Les personnes allemandes interrogées ont suggéré une autoréflexion critique sur le traitement inégal d'Israël et des Palestiniens dans une partie des médias et dans la sphère publique, car elles estimaient que certains médias avaient une façon de couvrir les événements qui contribuait à la montée de l'antisémitisme.

En Autriche, le souhait a été clairement exprimé que les médias parlent plus ouvertement au lieu d'embrouiller les discours sur des débats nationaux douloureux tels que la restitution.

En Belgique, les personnes interrogées ont plaidé en faveur d'une couverture moins partielle sur le conflit du Moyen-Orient. Elles ont aussi déclaré leur souhait que la presse évite les caricatures qui blessent les sensibilités de la communauté juive tout entière.

En France, comme en Belgique, en Italie et au Royaume-Uni, de fortes mises en garde ont été exprimées sur l'influence d'une couverture déformée et d'un discours de haine diffusé par certains médias arabes importants dans les foyers musulmans locaux.

En Grèce, les personnes interrogées apprécieraient qu'il soit mis un terme à la confusion qui règne dans la presse entre Juifs et Israéliens et qu'une plus grande objectivité caractérise la couverture du conflit du Moyen-Orient. Elles ont également mis l'accent sur le fait que les calomnies contre les Juifs et leur religion doivent recevoir un traitement égal à celui des calomnies contre l'église orthodoxe grecque.

En Italie aussi, les personnes interrogées ont exprimé le souhait qu'une partie des médias soit plus objective sur le Moyen-Orient pour éviter de favoriser des attitudes d'hostilité.

En Espagne, les personnes interrogées ont déclaré que la vie du peuple juif serait améliorée si les médias s'abstenaient de faire revivre de vieux mythes antisémites qui ont gâché la vie de la communauté juive.

Sur l'éducation

Des critiques ont été exprimées en Belgique et en France sur l'enseignement déséquilibré concernant le conflit au Moyen-Orient par certains professeurs gauchisants. Les personnes interrogées ont suggéré que les autorités responsables mettent un terme à de telles méthodes.

En Grèce et en Italie, les manuels scolaires ont fait l'objet de critiques. Les manuels scolaires grecs ne consacraient pas un espace suffisant à la Shoah, les manuels scolaires italiens ne seraient pas exempts de préjugés anti-israéliens, et les professeurs n'ont pas reçu une bonne formation sur cette question.

En France, les personnes interrogées ont approuvé les initiatives et les mesures spécifiques prises par l'État pour assurer l'application de la laïcité, notamment dans le secteur de l'enseignement. En Allemagne, les personnes interrogées ont mis l'accent sur le fait que les principes démocratiques doivent être mieux défendus et que l'État doit exclure le voile des salles de classes.

Immigration et multiculturalisme

Une question sensible est celle de l'immigration. En Allemagne, les personnes interrogées ont mis l'accent particulièrement sur le fait que la politique en matière d'immigration doit être formulée d'une façon plus claire. Elles ont souligné le fait que des actions et des stratégies étaient nécessaires aussi au niveau local. Cela a servi de support au respect et à la reconnaissance des «autres». La société allemande devrait fêter la diversité, mais aussi montrer clairement ses limites, ont-elles dit, en ajoutant que l'Allemagne avait besoin d'une approche positive claire du multiculturalisme.

En Autriche, l'arrêt de l'immigration a été critiqué comme ayant conduit à une baisse des nouveaux arrivants dans la communauté juive.

Partis politiques

En Italie, les personnes interrogées ont suggéré comme action positive que les partis démocratiques de droite et de gauche adoptent un code de conduite au sujet du langage et de la conduite appropriés à adopter envers les Juifs, notamment lorsqu'ils utilisent des comparaisons.

Sympathie pour les vivants

En rapport avec la Shoah ou, dans le cas de l'Espagne, avec les anciens Séfarades, bon nombre des personnes interrogées, que ce soit en Autriche, en France, en Allemagne, en Italie ou en Espagne, ont parlé de leur impression très inconfortable selon laquelle un hommage formel a été rendu à la mémoire de la Shoah, mais que les marques de sympathie n'allaient pas clairement aux communautés juives vivantes.

En Allemagne, les personnes interrogées ont déclaré qu'il y avait beaucoup de discussions très dures qui se déroulaient actuellement sur le mémorial de la Shoah à Berlin ou sur les discours antisémites du député Hohmann, mais qu'il n'y avait pas assez de prise de conscience chez les Allemands non-juifs de façon à garantir que la discussion sur la Shoah soit menée d'une façon responsable. Bon nombre d'Allemands, ont affirmé les personnes interrogées, ne voyaient pas et ne comprenaient pas qu'ils n'avaient qu'à saisir la solution qu'ils avaient sous les yeux. L'un des objectifs les plus importants qui a été souligné, maintes et maintes fois par les personnes interrogées, était d'obtenir le respect total et la tolérance totale pour la communauté juive d'une part et, d'autre part, de ne réduire personne au simple fait d'être «Juif». Le souhait a été exprimé que les pouvoirs publics soient plus entreprenants en faveur d'une discussion créative et vivante au sujet du peuple juif qui vit en Allemagne avec pour objectif l'amélioration d'une coexistence constructive.

En Autriche, une personne interrogée a parlé du malaise concernant la situation de la communauté juive dans la société. Le gouvernement autrichien, à son avis, n'a pas montré clairement qu'il voulait avoir une communauté juive. Elle a ajouté que ce débat était fondamental.

Action de l'UE

Pour les personnes grecques interrogées, bien qu'il y ait des signes que l'UE, comme elles disent, traitera le conflit au Moyen-Orient de façon plus objective, beaucoup reste encore à faire, par exemple, la condamnation des attaques-suicide en tant que crimes contre l'humanité.

En France, les personnes interrogées ont déclaré, après avoir fait une analyse approfondie de la situation de leur communauté et de la situation des Juifs en Europe, qu'il était très important de soutenir les gens qui combattent l'antisémitisme et de rassurer les Juifs en les informant que des mesures positives étaient en train d'être prises.

En revanche, ont-elles suggéré, l'UE devrait aussi prendre une position positive en introduisant dans sa Constitution une disposition qui condamne et bannisse toute forme d'antisémitisme. Une conférence intergouvernementale, comprenant les directions des affaires intérieures, de la justice et de l'éducation, devrait être

convoquée pour discuter des mesures concertées dans la lutte contre l'antisémitisme.

En Belgique, toutefois, les personnes interrogées ont signalé que l'élargissement de l'UE pouvait aussi déclencher des craintes à cause de la forte tradition d'antisémitisme dans certains des nouveaux États membres. La meilleure façon d'éviter un tel phénomène serait de prendre les mesures qui s'imposent dans l'éducation.

10. CONCLUSIONS SUR LES PERCEPTIONS DES PERSONNES INTERROGÉES

Les déclarations des personnes interrogées qui ont été entendues dans notre étude suggèrent que l'antisémitisme ne peut pas être mis sur le même pied que les autres formes de racisme. Selon les personnes interrogées, cela s'applique à tout type d'antisémitisme, quel qu'il soit, qu'il provienne de la tradition chrétienne anti-juive dont le vocabulaire, les théories et l'iconographie sont enracinés si profondément dans les pays européens qu'ils sont restés vivaces en dépit de Vatican II (qui a abandonné l'accusation de déicide); qu'il provienne de l'extrême-droite politique, qui se réfère encore positivement aux auteurs de la Shoah; qu'il provienne de l'extrême-gauche antisioniste qui a déclenché une critique contre la politique israélienne et a fini par remettre en cause la légitimité de l'existence d'Israël, confondant systématiquement dans le même temps Juifs et Israéliens. Il faut relever une autre forme d'antisémitisme qui est le fait de groupes musulmans extrémistes qui ont recours à des actions et à une propagande très violentes contre les Juifs de la Diaspora. L'antisémitisme vise directement le redémarrage du processus de civilisation en Europe après la Seconde Guerre mondiale que la Shoah a rompu.

Il n'existe probablement aucune autre communauté historique sur notre continent qui soit soumise à des pratiques vexatoires, des agressions symboliques et des attaques violentes sur une échelle aussi vaste, qui portent atteinte à l'intégrité morale et physique de ses membres, à l'exercice normal de leur citoyenneté, à la sécurité de ses bâtiments et institutions communautaires, à son image, à ses croyances, à son histoire et à ses structures solidaires comme c'est le cas pour les Juifs de l'UE.

Après 1945, il semblait que l'antisémitisme ne réapparaîtrait jamais plus en Europe, que jamais plus les élites ne toléreraient que le peuple juif soit attaqué tant symboliquement que physiquement. Même si ces incidents n'ont pas créé une situation comparable au climat d'antisémitisme généralisé existant dans plusieurs pays pendant la période de l'entre deux guerres, ils posent bon nombre de problèmes. Cependant, depuis 2002, on a relevé de nombreux incidents antisémites dans certains États membres de l'UE. Beaucoup des personnes interrogées semblent considérer que dans de nombreux pays, les élites politiques qui dépendent du suffrage universel hésitent à prendre la mesure réelle de l'antisémitisme, tout en jurant que l'Europe ne connaîtra jamais plus une autre Shoah. Il semble que bon nombre d'entre elles ne soient pas à l'écoute de leurs concitoyens juifs ou considèrent qu'ils exagèrent dans leurs affirmations.

Dire que le peuple juif se sent de plus en plus mal à l'aise dans l'UE reste, toutefois, en deçà de la vérité. Les personnes interrogées démontrent que le malaise des Juifs, ainsi que leurs angoisses et leurs peurs, ne sont pas

suffisamment compris par les non-Juifs, qui n'ont pas partagé l'expérience de la discrimination et de la persécution de cette très ancienne communauté du continent européen.

Le présent rapport vise à résumer les jugements et affirmations de certains dirigeants juifs ou personnalités juives concernées. Ils n'évoquent que les incidents connus qui semblent n'être que la partie immergée de l'iceberg. Les opinions exprimées dans ce rapport ne sauraient être partagées par l'ensemble du peuple ou des organisations juifs. Cependant, il est important que les décideurs politiques, les représentants des médias, les militants des ONG et les représentants d'autres confessions écoutent les voix juives, sans oublier ce que Robert Badinter a autrefois déclaré : «Lorsque des Juifs sont persécutés, la démocratie est en danger». Ils discernent combien le fossé s'est élargi et creusé entre, d'une part, le discours officiel qui commémore et honore les victimes de la Shoah et fait l'éloge d'une future Europe exempte d'antisémitisme, et d'autre part la réalité présente. Et ils prendront, on l'espère, des mesures.

ANNEXE I

Liste alphabétique des personnes interrogées

Frédéric Attali,	directeur du Consistoire central de France, Paris
Moses Constantinis,	président de KIS, conseil central des communautés juives en Grèce
Serge Cwajgenbaum,	secrétaire général du Congrès juif européen, Paris
Peter Fischer,	agent de l'intégration, <i>New Länder and memorials, Zentralrat der Juden in Deutschland</i> , Berlin
Couky Frohmann,	vice-président du <i>Forum der Joodse Organisaties</i> , Anvers
Jacobo Israel Garzón,	président de la <i>Federación de Comunidades Israelitas de España</i> (FCIE), Madrid
Stefano Gatti,	assistant du département d'études sur les préjugés et l'antisémitisme, <i>Fondazione Centro di Documentazione Ebraica Contemporanea</i> , Milan
Adriana Goldstaub,	directeur du département d'études sur les préjugés et l'antisémitisme, <i>Fondazione Centro di Documentazione Ebraica Contemporanea</i> , Milan
Nicole Guedj,	au moment de l'entretien, membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, membre du Consistoire israélite de Paris
Susanna Harms,	agent responsable de « <i>Bürgerstiftungen für demokratische Kultur</i> » et « <i>Projekte gegen Antisemitismus</i> », Amadeu Antonio Stiftung, Berlin

Anetta Kahane,	présidente du conseil, Amadeu Antonio Stiftung, Berlin
Jean Kahn,	président du Consistoire central de France, Paris
Stephan Kramer,	dirigeant, <i>Zentralrat der Juden in Deutschland</i> , Berlin
Michel Laub,	secrétaire général du Consistoire central israélite de Belgique, Bruxelles
Dalia Levinsohn Marcovich,	président de la communauté juive de Barcelone, vice-président de la <i>Federación de Comunidades Israelitas de España</i> (FCIE), Barcelone
Philippe Markiewicz,	président du Comité de coordination des organisations juives de Belgique (CCOJB), Bruxelles
Léon Masliah,	conseiller auprès de Jean Kahn, Consistoire central de France, Paris
David Meghnagi,	<i>Unione delle comunità ebraiche d'Italia</i> , Rome
Ariel Muzicant,	président de la communauté juive autrichienne, Vienne
Neville Nagler,	directeur général du <i>Board of Deputies of British Jews</i> , Londres
Doron Rabinovici,	historien et écrivain, Vienne
Heike Radvan,	attaché de presse et agent responsable de « <i>Projekte gegen Antisemitismus</i> », Amadeu Antonio Stiftung, Berlin
Elie Ringer,	président du <i>Forum der Joodse Organisaties</i> , Anvers
Aubrey Rose CBE,	ancien commissaire et président du comité juridique de la Commission pour l'égalité raciale, membre du <i>Trustee Committee of the Commonwealth Human Rights Initiative</i> et ancien vice-président du <i>Board of Deputies of British Jews</i> , Londres

David Saltiel,	vice-président du KIS (conseil central des communautés juives en Grèce), président de la communauté juive de Thessalonique
Julien Klener,	président du Consistoire central israélite de Belgique, Bruxelles
Julius Schoeps,	professeur et directeur de <i>Moses Mendelssohn Zentrum für Europäisch-Jüdische Studien an der Universität Potsdam</i> , Potsdam
Ady Steg,	président de l'Alliance israélite universelle, Paris
Adina Stern,	agent des affaires culturelles, <i>Zentralrat der Juden in Deutschland</i> , Berlin
Richard Stone,	président du <i>Jewish Council for Racial Equality</i> , membre consultatif du cabinet du maire de Londres pour les partenariats communautaires et l'égalité, membre du <i>Home Secretary's Race Relations Forum</i> , Londres
Marita Strasser,	attaché de presse, <i>Zentralrat der Juden in Deutschland</i> , Berlin
David Susskind,	président honoraire du Centre des communautés laïques juives de Belgique, Bruxelles
Dario Tedeschi,	<i>Unione delle comunità ebraiche d'Italia</i> , Rome
Michael Whine,	directeur de la division défense et relations de groupe, <i>Board of Deputies of British Jews</i> , Londres
Ruth Wodak,	professeur d'université sur la linguistique appliquée, <i>Institut für Sprachwissenschaft der Universität Wien</i> , Vienne

Mission de L'EUMC

L'Observatoire Européen des Phénomènes Racistes et Xénophobes est une organisation en réseau apte à penser, agir et mettre en question. Elle œuvre dans tous les secteurs de la société pour l'égalité et la diversité, ainsi que la lutte contre le racisme et la xénophobie dans l'Union européenne. Organisation prestataire de services, l'Observatoire fonctionne en tant que réseau d'échange de connaissances et a pour vocation de créer des liens entre les instances concernées.

TK-58-04-756-FR-C

EUMC

Rahlgasse 3, A-1060 Vienne

Tel. (43-1) 580 30-0

Fax (43-1) 580 30-91

E-mail: information@eumc.eu.int

Internet: <http://eumc.eu.int>

2004

ISBN 92-95008-19-7



9 789295 008199 >